

LASDEL

**Laboratoire d'études et recherches sur
les dynamiques sociales et le développement local**

*BP 12 901, Niamey, Niger – tél. (227) 20 72 37 80
BP 1383, Parakou, Bénin – tél. (229) 23 61 16 58*

La crise alimentaire à Guidan Roumji 2004-2005

Younoussi ISSA
assistant de recherche : Issaka Oumarou

Etudes et Travaux n° 65

Financement : AFD

décembre 2006

Sommaire

INTRODUCTION	3
DEROULEMENT DES RECHERCHES ET METHODOLOGIE	3
1. PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE	4
1.1. LES ASPECTS GEO-DEMOGRAPHIQUES	4
1.2. LES ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES	4
1.3. LES ASPECTS POLICO-INSTITUTIONNELS	6
2. LE CONTEXTE ET LES FACTEURS EXPLICATIFS DE LA CRISE ALIMENTAIRE DE 2004-2005 A GUIDAN ROUMJI.	8
2.1. LE CONTEXTE	8
2.2. LES FACTEURS EXPLICATIFS DE LA CRISE	8
3. LES STRATEGIES LOCALES DE SURVIE FACE A LA CRISE ALIMENTAIRE DE 2004-2005	12
3.1. LE DESTOCKAGE ET/OU LA DECAPITALISATION D'ANIMAUX ET AUTRES OBJETS FAMILIAUX	12
3.2. LES ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS (AGR)	13
3.3. LA MENDICITE	16
3.4. L'EXODE	16
3.5. LES HABITUDES ALIMENTAIRES ET LES MODIFICATIONS LIEES A LA CRISE	18
4. AUTOUR DE L'ALIMENTATION ET DU SEVRAGE DES ENFANTS	21
4.1. DE L'ALIMENTATION DES ENFANTS	21
4.2. LE SEVRAGE	21
4.3. DE LA QUESTION DE LA MALNUTRITION ET DES DIFFERENTES TRAJECTOIRES THERAPEUTIQUES PENDANT LA PRISE EN CHARGE SANITAIRE DES ENFANTS	22
5. LES DIVERSES FORMES D'AIDE ET LEUR ROLE DANS L'ATTENUATION DE LA CRISE	23
5.1. L'AIDE DE L'ETAT DU NIGER	23
5.2. L'AIDE DE L'ETAT FEDERAL DU NIGERIA	23
5.3. L'AIDE DES RESSORTISSANTS	24
5.4. LE ROLE DES PROJETS, DES ONG, DES GROUPEMENTS ET DE LA BANQUE CERELIERE PENDANT LA CRISE	24
5.5. L'AIDE ARABO-ISLAMIQUE	25
5.6. LES ACTIONS DE MEDECINS SANS FRONTIERES (MSF)	26
5.7. L'AIDE DU PROJET DE REHABILITATION DES AVEUGLES ET HANDICAPES DU NIGER (PRAHN)	27
6. LES MODALITES DE LA GESTION LOCALE DE L'AIDE ET LES APPRECIATIONS ET PERCEPTIONS DE LA CRISE PAR LES POPULATIONS	29
6.1. LES MODALITES DE LA GESTION LOCALE DE L'AIDE	29
6.2. DES APPRECIATIONS ET PERCEPTIONS DE LA CRISE	30
CONCLUSION	36
BIBLIOGRAPHIE	37

Introduction

Les recherches dont les résultats sont présentés dans le cadre de ce rapport se fondent sur une étude portant sur la crise alimentaire qu'a connue le Niger pendant la période de soudure 2004-2005. L'enjeu méthodologique au cours de ce travail était de décrire la crise alimentaire « vue d'en bas », au plus près des représentations et perceptions des populations sur la base de récits des acteurs locaux.

Déroulement des recherches et méthodologie

L'étude a commencé par un travail documentaire à Niamey. La recherche documentaire a consisté en la collecte et l'exploitation de documents se rapportant à l'objet d'étude. Ainsi, des mémoires et rapports d'études, des ouvrages portant sur les systèmes de production, sur les changements écologiques, sur les différentes famines ou crises alimentaires que le Niger a connu durant les deux dernières décennies ont été exploités afin d'avoir une compréhension plus fine du sujet

L'enquête s'est essentiellement déroulée en zone urbaine (centre urbain de Guidan Roumji). Seul un hameau du nom Yamia Kalgo situé à environ deux km de la ville a été investigué pour des besoins de triangulation. Le travail s'est appuyé sur un canevas articulé autour de plusieurs axes qui mettent en exergue d'une part les éléments centraux de la situation alimentaire (avant, pendant la crise et aujourd'hui) et d'autre par les interventions extérieures et les diverses formes d'aide ainsi que les modalités de la gestion de la crise au niveau local. L'étude s'est surtout concentrée sur les facteurs qui sont à l'origine de la crise alimentaire, sur l'enchaînement des événements et les effets de l'intrusion des acteurs extérieurs dans le traitement de la situation d'urgence et sur les capacités des pouvoirs publics à gérer la crise et les stratégies déployées par les acteurs locaux pour y faire face.

Les travaux de terrain ont duré du 02 au 16 mai 2006 et ont consisté surtout en des entretiens et observations destinés à recueillir des informations sur le sujet. L'ensemble de ces matériaux a permis de dégager des tendances majeures qui explicitent la situation de la crise de 2004 à Guidan Roumji. Le choix des différents groupes stratégiques a pris en compte les indicateurs de base élaborés lors de l'atelier de lancement de l'étude qui s'est déroulé le 30 mars 2006 au Lasdel. L'enquête a été menée par un chercheur du Lasdel assisté d'un enquêteur. Les entretiens se sont déroulés en français et en hausa. Ils ont été réalisés dans les différents quartiers de la ville et auprès d'agents de services communaux et départementaux, auprès de personnels de projets et d'ONG ainsi qu'avec des personnes ressources. Au total, une quarantaine d'entretiens ont été menés. Pour l'essentiel, ils ont été enregistrés et transcrits.

Le rapport s'articule autour de six points :

- Présentation de la zone d'étude
- Le contexte et les facteurs explicatifs de la crise alimentaire à Guidan Roumji
- Les stratégies locales de survie face à la crise de 2004-2005
- De l'alimentation et du servage des enfants
- Les diverses formes d'aide et leur rôle dans l'atténuation de la crise
- Les modalités de la gestion locale de l'aide et les appréciations et perceptions de la crise par les populations

1. Présentation de la zone d'étude

1.1. Les aspects géo-démographiques

Composée de 93 villages et hameaux, la commune urbaine de Guidan Roumji fait partie des cinq communes que compte le département¹ du même nom. Elle se situe à une cinquantaine de kilomètres de Maradi, le chef-lieu de la région et la ville économique du Niger, à plus de cinq cent kilomètres de Niamey la capitale, sur la route nationale n°1. Elle couvre une superficie de 1009 km² et a comme chef-lieu la ville de Guidan Roumji

La zone de Guidan Roumji a un climat de type sahélo-soudanien. Elle connaît une irrégulière répartition de sa pluviométrie dans le temps et l'espace. Les quantités de pluie oscillent entre 300 et 400 mm par an, et même moins de 300 mm parfois selon les années. Les températures les plus basses enregistrées dans l'année sont de 15 et 20 ° et se situent entre décembre et février. Les maximales atteignent 39-42° en avril-juin.

Le réseau hydrographique est relativement peu fourni. Il est constitué essentiellement du « *gulbi* » qui est le principal cours d'eau saisonnier de la région. Connu sous le nom du « Goulbi de Maradi », il prend sa source au Nigeria, arrose le département de Madarounfa et traverse celui de Guidan Roumji sur une distance de 50 km avant de terminer à nouveau sa course en territoire nigérian.

Le dernier recensement général de la population effectué en 2001 crédite la commune de Guidan Roumji de 63.599 habitants dont 31.348 hommes et 32.251 femmes. Le chef-lieu de la commune (Guidan Roumji) a une population estimée à 10.744 habitants. Il compte 5.348 hommes et 5.396 femmes. Le taux d'accroissement naturel est de 3, 9% contre 3, 5 pour la moyenne nationale². Le peuplement de la zone est relativement dense, 63 habitants³ au km² alors qu'il se situe à 8, 72 pour la moyenne nationale.

Les principaux groupes socio-linguistiques sont les Hausa⁴, les Peuls et les Touaregs. On y trouve aussi quelques populations zarma et kanuri, notamment dans la ville de Guidan Roumji. Leur installation dans la zone est contemporaine à l'urbanisation. Les langues parlées sont le hausa, le peul et le tamasheq. Les identités culturelles et ethniques de chacun des sous groupes restent marquées même si certains ont tendance à délaisser leur langue au profit du hausa qui est la langue la plus parlée.

1.2 Les aspects socio-économiques

Les populations de la commune urbaine de Guidan Roumji sont occupées pour le plus clair de leur temps à des activités liées à l'agriculture, à l'élevage, au commerce, à l'artisanat et à la pêche.

Ces activités économiques suivent dans leur majorité un rythme saisonnier lié au calendrier agricole. Outre la culture du mil, du sorgho, du haricot, du sésame et de l'oseille (cultures sous pluies), et celle de la tomate, des courges, du melon, du haricot vert, de la pastèque et du maïs (cultures de contre saison), les populations s'adonnent aussi à la culture

¹ Le département de Guidan Roumji est subdivisé en cinq communes dont deux communes urbaines (Guidan Roumji et Tchibiri) et trois communes rurales (Guidan Sori, Chadakori et Say Saboua)

² Le Niger connaît la plus forte croissance démographique au monde. Il compte huit enfants en moyenne par femme et détient aussi le plus fort taux de mortalité maternelle et néo-natale, soit 7 pour 1.000 femmes et 278 pour 1.000 enfants selon des statistiques officielles fournies par l'UNICEF

³ Ces chiffres sont obtenus en faisant le rapport population superficie de la commune

⁴ Dans ce groupe on inclut les *Gobérawa*, les *Adrawa* et les *Arawa* qui ont la caractéristique commune de parler la même langue, le hausa

de l'arachide et le souchet qui rapportent des revenus substantiels aux paysans dont certains disposent des superficies de plus de 5 ha.

Les cultures de contre saison se pratiquent dans les « *fadama* », c'est-à-dire sur des terres localisées au bord et dans le lit du Goulbi. L'agriculture hivernale se fait sur les « *jigawa* » et dans les « *korey* ». Les unes, (les « *jigawa* ») sont des terres lessivées et de moins en moins fertiles, et les autres (les « *korey* ») constituent les terres des bassins versants dont la caractéristique est d'être plus riche que les précédentes. La culture attelée est assez développée dans la zone, notamment à travers l'utilisation de la charrue. Cependant, la baisse continue de la fertilité des sols hypothèque les rendements. Les sols sont en général lessivés à plus de 80% avec des productivités relativement faibles se situant parfois à moins de 500 kg à l'hectare.

Le mode de culture dominant est la culture associée. Le mil, le sorgho, le maïs et parfois l'arachide se cultivent sur le même champ. Seul le souchet existe en culture pure. La production agricole est fortement tributaire des aléas climatiques. Elle est bonne lorsque la pluviométrie annuelle est abondante et bien répartie dans le temps et l'espace. Par contre, elle est insuffisante ou mauvaise lorsque les pluies sont irrégulières et peu abondantes. A cela s'ajoutent aussi les invasions acridiennes et les attaques des aminoses des laitues qui s'abattent parfois sur les cultures.

L'élevage garde une place de choix dans la commune. Il est le second pilier de l'économie locale. Il est pratiqué par tous les groupes ethniques. Le cheptel se compose principalement de bovins, d'ovins, de caprins et de camelins. On y pratique aussi l'aviculture de manière traditionnelle aussi bien au centre urbain que dans les villages. Elle constitue une source importante de revenus pour les familles. Les produits de l'élevage (lait, beurre, etc.) et de l'aviculture sont destinés à la consommation familiale et à la vente⁵. Guidan Roumji abrite un marché de bétail très florissant qui attire des marchands de la région (Maradi) et ceux des régions avoisinantes (Tahoua) et même du Nigeria. L'élevage existe sous deux formes principales: l'élevage intensif et l'élevage extensif

L'élevage intensif se fait sous forme d'embouche de petits ruminants (moutons et chèvres notamment) et/ou de quelques têtes de vaches laitières. Certaines espèces du cheptel sont utilisées pour la traction animale. Il s'agit des bœufs pour charrettes élevés par certains ménages en ville comme au village.

L'introduction de l'embouche dans les campagnes nigériennes est une initiative des projets de développement. Ce sont surtout les femmes qui s'y adonnent, et le volet féminin du programme spécial du président de la république a permis, à nombre d'entre elles, de faire valoir leur savoir faire en la matière. CARE international qui intervient depuis plusieurs années dans le département de Guidan Roumji, a développé l'accès des femmes aux petits ruminants.

L'élevage extensif est spécifiquement réservé à certains groupes socio-culturels peuls et bellas. Ils élèvent leurs propres animaux, mais aussi ceux des sédentaires contre paiement des frais de gardiennage. Le contrat entre le berger et le propriétaire d'animaux est verbal et repose sur la confiance réciproque.

Les modes de paiement sont de deux sortes : annuel et hebdomadaire. Pour le paiement annuel, les tarifs sont de 1.000 FCFA par vache et 500 FCFA par mouton ou chèvre. S'agissant du paiement hebdomadaire, les prix sont de 100 FCFA pour les gros ruminants (vaches) et de 50 FCFA pour les petits ruminants (moutons et chèvres)

⁵ Le marché de Guidan Roumji se tient tous les dimanches. Il constitue le principal lieu de ravitaillement en lait des populations des villages environnants

Les aires de pâturages sont abondantes et Guidan Roumji constitue de ce fait une zone de grande transhumance qui attire des animaux en provenance du Nigeria et du Cameroun. Les conflits liés à l'occupation de l'espace (agriculture et élevage) sont fréquents, mais la matérialisation des couloirs de passage a permis d'atténuer tant soit peu les différents conflits. La commission foncière joue un grand rôle dans ce sens.

L'artisanat est assez développé dans la commune. Dans la ville de Guidan Roumji et ses hameaux environnants (comme Yamia Kalgo), on constate la pratique de la forge, du tissage des nattes, de la poterie et le travail de bois pour la fabrication des mortiers. La poterie et le tissage des nattes sont exercés par les hommes et les femmes alors que la forge et la fabrication de mortiers sont des activités exclusivement réservées aux hommes. Mais malgré l'importance de l'artisanat dans la commune, il se caractérise par le manque d'organisation du secteur.

La pêche est très embryonnaire dans la commune. Elle se pratique sur le « *goulbi* » et revêt un caractère saisonnier⁶ lié à l'écoulement de ce cours d'eau pendant l'hivernage. L'activité de pêche est l'œuvre des seules populations haussa. La production est essentiellement destinée à la consommation, mais les excédents des prises sont parfois acheminés et vendus sur les marchés locaux.

Les marchés⁷ de la commune sont tous hebdomadaires. Ils constituent des lieux d'animations véritables où d'énormes transactions se passent entre négociants venus des différents villages de la commune, mais aussi ceux des communes avoisinantes (Maradi, Tchibiri, etc.), voire de la région de Tahoua et même du Nigeria.

L'activité commerciale occupe une place de choix dans la vie économique des populations de Guidan Roumji. Le commerce est assez diversifié et s'articule autour de plusieurs créneaux porteurs. Les produits commerciaux que l'on trouve dans la commune sont les produits agro-pastoraux, les produits manufacturiers, les produits de pêche⁸, l'habillement, les condiments, les produits de l'artisanat, le commerce de l'essence⁹, etc. L'activité commerciale reste cependant largement dominée par le secteur informel.

L'exode est assez développé dans la commune. Il est surtout marqué par l'exode rural saisonnier. Cette situation pourrait avoir un lien avec la proximité du Nigeria qui constitue la principale destination de la grande majorité des exodants. Toutefois, vers la ville économique Maradi et d'autres gros centres urbains du pays comme Niamey, l'exode des jeunes garçons est à noter. Il s'agit essentiellement pour ces derniers de parvenir à faire face aux dépenses liées à l'habillement et au paiement de la dot.

1.3. Les aspects politico-institutionnels

Erigée sur le territoire du département¹⁰ du même nom, l'actuelle commune urbaine de Guidan Roumji résulte du nouveau découpage administratif à l'issue duquel tous les départements du Niger deviennent des régions, et les arrondissements des départements, au sein desquels se trouvent des communes urbaines et rurales.

⁶ C'est pendant la saison des pluies lorsque le Goulbi se remplit d'eau que la pêche est pratiquée

⁷ Il existe quatre marchés hebdomadaires dans la commune urbaine de Guidan Roumji. Le marché de Guidan Roumji s'anime chaque dimanche

⁸ On trouve actuellement sur le marché de Guidan Roumji du poisson en provenance de Madarounfa et du Nigeria

⁹ Il n'existe aucune station d'essence à Guidan Roumji et la proximité avec le Nigeria favorise la vente informelle de l'essence.

Le processus démocratique enclenché au Niger depuis plus d'une décennie fut suivi de près dans la région, et Guidan Roumji n'est pas restée en marge de la refondation du système politico-administratif qui en est issue.

La démocratisation de la sphère politique nationale qui a commencé à partir des années 1991 s'est manifestée au niveau local par l'implantation de plusieurs partis politiques. Le conseil communal issu des élections municipales de juillet 2004 est constitué des représentants de quatre formations politiques qui se partagent les dix sept sièges de conseillers élus¹¹ : MNSD (8), PNDS (5), CDS (2) et RSD (2).

Chef-lieu de commune et de département, Guidan Roumji abrite par ailleurs le siège de la chefferie de canton dont l'autorité s'exerce sur cinquante sept villages administratifs et la ville qui comprend sept quartiers dont chacun est dirigé par un chef de quartier.

¹¹ Sur les dix sept conseillers élus seuls quatre résident au chef-lieu de la commune. Il s'agit du maire et son adjoint et des deux femmes que compte le conseil. Le reste des membres se trouve dans les différents villages et certains ne viennent à Guidan Roumji qu'à l'occasion des sessions

2. Le contexte et les facteurs explicatifs de la crise alimentaire de 2004-2005 à Guidan Roumji.

2.1. Le contexte

La ville de Guidan Roumji à l'instar des autres localités du département ou de la région de Maradi est pour l'essentiel dépendante au plan des performances économiques de l'agriculture et de l'élevage : 80% de la population urbaine pratique l'agriculture et près de 60% s'adonne à la fois à l'agriculture et l'élevage selon des chiffres fournis par le service départemental de l'agriculture. Le commerce prend un essor considérable en raison de la frontière avec le Nigeria. De part son caractère rudimentaire, l'artisanat garde une place de choix dans les activités économiques de certaines populations de la commune.

Mais les mutations engagées dans la région ces dernières décennies se traduisent au plan humain et de la gestion de l'espace par une démographie galopante, une forte pression foncière et une dégradation accélérée des ressources naturelles liée aux actions conjuguées de l'homme et de la nature, le tout dans un contexte marqué par une paupérisation croissante d'une frange importante de la population locale. C'est dans ce contexte qu'est intervenue dans la région la crise alimentaire qu'a connue le Niger pendant la période de soudure de 2004.

Quels sont les facteurs annonciateurs de la crise?

Les enquêtes relèvent des éléments de justification.

2.2. Les facteurs explicatifs de la crise

2.2.1 Une mauvaise campagne agricole suite à une installation tardive et à l'arrêt précoce des pluies

En 2004, la campagne agricole a été dans l'ensemble jugée particulièrement mauvaise dans le département de Guidan Roumji, et la ville n'a pas été à l'abri du déficit enregistré. L'installation tardive de la saison hivernale d'une part, l'arrêt précoce des pluies et leur inégale répartition dans le temps et l'espace de l'autre, sont en partie responsables des mauvais résultats agricoles.

Le service départemental de l'agriculture relève des quantités de pluies globalement légèrement inférieures à la moyenne. Il parle de moins de 400 mm de pluies dans l'année alors que la normale se situe entre 400 et 500 mm. La production agricole a été largement en deçà des espérances et des attentes des populations: plus de 50% de déficit céréalier pour la ville, et jusqu'à 70% dans plus de 50%¹² des villages agricoles du département. Nombreuses étaient donc les exploitations familiales qui n'avaient pas de stocks céréaliers significatifs pendant la crise. Un nombre important de ménages avait fini de consommer leur production de l'année précédente (2003) pour se retrouver dans une situation de précarité et de dépendance vis-à-vis des moins vulnérables. Le responsable du service de l'élevage dresse à son tour un tableau particulièrement sombre pour le bétail. Le déficit fourrager est évalué dans des proportions tout aussi importantes (60% de déficit fourrager à la fin de la campagne hivernale).

Aux éléments explicatifs de la mauvaise campagne agricole de 2004 liés à la faiblesse de la pluviométrie s'ajoutent par ailleurs les attaques acridiennes dont il semble que l'arrivée des premiers essaims de criquets pèlerins avait été signalée dès le mois de juillet 04 dans la région.

¹² Ces chiffres ont été fournis par le service départemental de l'agriculture

La mauvaise campagne agricole est assurément pour quelque chose dans la crise alimentaire de 2005 à Guidan Roumji, mais il faut aussi mentionner que la plupart des ménages urbains avait commercialisé une partie de leur production pour satisfaire des besoins en numéraire (obligations sociales, paiement d'impôt, etc.).

Selon le maire adjoint de la commune : « C'est devenu une tradition pour les paysans qu'après les récoltes ils s'adonnent à des gaspillages en vendant les céréales pour se marier ou pour organiser d'autres cérémonies comme par exemple les baptêmes ».

Au delà des facteurs précédemment incriminés, ne faut-il pas aussi s'interroger sur le système de production local ?

2.2.2 Un déficit alimentaire récurrent lié à la faiblesse du système de production

A Guidan Roumji, la plupart de nos interlocuteurs sont d'avis pour dire que la crise de 2004 n'a été qu'un révélateur de la faiblesse du système de production. Depuis plusieurs années en effet, les paysans étaient régulièrement confrontés à une succession de mauvaises années. Sur le plan de la production agricole, la crise de 2004 n'a donc fait que mettre à jour le déséquilibre structurel qui affecte des ménages qui doivent pour leur survie relever des défis liés principalement au manque de terres de cultures et au problème d'insécurité alimentaire dans un contexte de paupérisation croissante pour le plus grand nombre.

« Cela fait plusieurs années que les paysans n'ont pas eu de bonnes récoltes dans cette zone, de 1996 à nos jours il y a eu plus de mauvaises que de bonnes récoltes, et le plus gros défis auquel nous faisons face ces dernières années c'est surtout le manque de terres de cultures car il y a de plus en plus de bouches à nourrir et il n'y a pas assez de terres pour tout le monde » (le maire adjoint).

Des études qui portent sur le Niger¹³ et en particulier sur la région de Maradi¹⁴ attestent en effet que la saturation de l'espace agricole a atteint un seuil critique dont l'une des conséquences est une crise foncière et sociale permanentes doublée d'une vulnérabilité accrue des populations. La pratique des spéculations foncières à travers le système du gage (*jingina*) et de la vente des terres (*saida*) (cf. Koné, 2006), devenue assez courante au centre urbain de Guidan Roumji, conduit à une grande disparité quand à l'accès au foncier agricole pour les couches sociales défavorisées.

A Guidan Roumji, la plupart des exploitations agricoles sont confrontées à des difficultés qui ont pour noms déficit chronique de la production céréalière et faiblesse des revenus monétaires que procure la vente des cultures commerciales (arachide et souchet notamment). La baisse croissante de la fertilité des sols agit de manière considérable sur les rendements.

Les paysans «...ne produisent plus assez comme par le passé et les raisons à cela sont multiples car tantôt ce sont les pluies qui sont insuffisantes et irrégulières et tantôt ce sont les criquets qui attaquent les récoltes. A cela s'ajoute par ailleurs la fatigue des terres qui se ressent durement sur la production du mil, du sorgho et de l'arachide qui sont les principales activités économiques de nos populations » (un paysan)

¹³ Parmi ces travaux, on citera Copans (eds), 1975, « Sécheresses et famines au Niger », Alpha Gado, B., « Une histoire des famines au Sahel », Paris, l'Harmattan, Raynaut, C., « Inégalités économiques et sociales : Exemples hausa au Niger », in Fassin, D et Jaffré (eds), 136-154, Doka, M., et Monimart, M., 2003, « Pression foncière et nouvelles formes d'accès à la terre : vers une déféminisation de l'agriculture au sud Niger », IIED

¹⁴ Koné, M., 2006, « Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004-2005 : enquêtes sur la région de Maradi », IRAM, et Koné, M., 2006, « La crise alimentaire de 2005 au Niger dans la région de Madarounfa et ses effets sur la malnutrition infantile : approche socio-anthropologique », LASDEL

Cette situation expose de façon continue la majeure partie de la population urbaine à la précarité dont beaucoup éprouvent des difficultés à pouvoir mettre en œuvre des stratégies « anti-aléatoires ».

La crise alimentaire de 2005 a pris une grande ampleur pour les ménages les plus vulnérables et le déficit céréalier a surtout affecté des exploitations familiales déjà affaiblies par une succession de plusieurs années de mauvaises campagnes agricoles. Les ménages vulnérables avaient très tôt épuisé leurs stocks de céréales en 2003 et nombre d'entre eux avaient emprunté des vivres ou de l'argent auprès des commerçants et autres chefs d'exploitations aisées ou décapitalisé animaux et autres objets de valeur (bijoux, équipements familiaux, etc.) pour pouvoir s'acheter de quoi manger .

«Les récoltes de l'année passée ont été très mauvaises et cela a touché beaucoup de familles, quand la crise est arrivée on n'avait plus rien à manger dans la maison car j'ai déjà épuisé le peu que j'avais produit et je ne savais plus où mettre la tête, finalement ce qui me restait comme solution c'était de chercher des crédits auprès de ceux qui en ont et là aussi ce n'était pas acquis d'avance car il y en a qui donne et d'autres qui refusent carrément» (un paysan)

Par ailleurs, les mauvais résultats économiques de la campagne agricole 2004-2005 à Guidan Roumji ont été aggravés par d'autres facteurs liés d'une part à la faiblesse des approvisionnements des marchés locaux en vivres en provenance du Nigeria notamment, et d'autre part à la hausse spectaculaire des produits céréaliers (mil, sorgho et maïs) et une dépréciation massive de prix des animaux sur les marchés locaux.

2.2.3. Une hausse spectaculaire des cours des céréales et une dépréciation massive des prix du bétail sur les marchés

La période de soudure qui débute en juin et qui dure en général trois à quatre mois est d'ordinaire le moment le plus crucial pour les paysans nigériens. C'est le moment où la plupart ont épuisé leur production de l'année précédente et où ils doivent de ce fait s'approvisionner en vivres pour pouvoir affronter les prochains travaux champêtres. Pendant cette période, les prix des céréales connaissent en général une augmentation significative (par rapport à la période de récolte) sur les marchés à cause de la forte demande qui s'exprime et au même moment on note la faible quantité des stocks disponibles.

A Guidan Roumji, les prix des céréales ont atteint en juillet/août 2005 un niveau particulièrement élevé sur l'ensemble des marchés de la commune, du département et même de la région : entre 800 et 850 FCFA la mesure de 2 à 2,5 kg de mil, qu'on appelle habituellement la « *tiya* ». Lorsqu'on fait les calculs, et en ayant à l'idée qu'un sac de 100 kg de mil contient 40 « *tiya* », on aboutit ainsi à l'estimation selon laquelle le sac de mil de 100 kg se vendait à 32.000 F CFA pendant la période de soudure, contre 10.000 FCFA pendant la récolte, soit 250 FCFA la « *tiya* ».

« Le mil a coûté très cher l'année dernière car la « *tiya* » qui se vendait à 250 FCFA et même moins dans certains cas pendant la récolte se vendait entre 800 et 900 F CFA pendant la crise » (le maire adjoint)

La hausse des prix des céréales a été un facteur aggravant de la crise alimentaire pour des populations si durement éprouvées par une mauvaise campagne agricole précédente. A cela s'ajoute aussi l'effondrement des prix du bétail sur les marchés. Au niveau de Guidan Roumji et des autres marchés de la commune, les animaux se vendaient à des prix relativement très bas. A titre illustratif, la vente d'un bouc ou d'une chèvre ne permet d'obtenir qu'un sac de céréales de 50 kg au moment où la crise était à son comble (juillet et août 2005), contre 100 à 150 kg en octobre de la même année.

La dépréciation massive des prix des animaux sur les marchés est à rapporter à deux facteurs principaux: la hausse vertigineuse des prix des céréales, et le déstockage relativement important d'animaux par certains ménages contraints de décapitaliser pour s'acheter des céréales. Aux éléments ci-dessus mentionnés, s'ajoute aussi pour les éleveurs le déficit fourrager dont on sait par ailleurs que la conséquence pour les éleveurs était la perte d'animaux.

3. Les stratégies locales de survie face à la crise alimentaire de 2004-2005

Face à la crise alimentaire de 2004, les populations du centre urbain de Guidan Roumji ont développé divers types de stratégies de survie allant du déstockage d'animaux et autres objets de valeur à l'exode, en passant par la mendicité et les activités génératrices de revenus. Il s'agit assurément là d'activités anciennes et généralement connues et pratiquées dans la région mais qui ont revêtu une grande ampleur à cause de la crise.

3.1. Le déstockage et/ou la décapitalisation d'animaux et autres objets familiaux

En milieu urbain, la principale stratégie pour certains ménages pendant la crise alimentaire a consisté à la vente de terres pour subvenir aux besoins alimentaires de la famille. La terre est vendue tant aux autochtones qu'aux étrangers. Les prix des terres sont variables selon leur qualité et leur localisation. Ainsi, les terres lessivées « *jigawa* » n'ont pas la même valeur marchande que celles localisées au bord du Goulbi, « *fadama* », ou les terres des bassins versants, « *korey* ». Par ailleurs, les terres de la périphérie sont-elles plus chères que celles de la brousse, comme l'exprime ici M.M., tailleur à Guidan Roumji, mais dont l'activité principale est l'agriculteur, qui a vendu pendant la crise deux champs de la même superficie (1,5 ha) à des prix différents :

«.....L'année dernière j'ai vendu deux champs de 1, 5 ha chacun au même prix. Le premier à 150.000 F CFA parce qu'il est proche de la ville et le second à 75.000 F CFA parce qu'il faut marcher des heures avant d'y arriver ».

A Guidan Roumji, la vente de terres a aussi concerné le foncier urbain pour certains ménages avec toutefois une forte dépréciation de la valeur marchande suite dit-on à la crise.

« J'ai une grande famille, je suis marié à trois femmes et j'ai 21 enfants qui vivent actuellement avec moi hormis les filles qui sont avec leurs maris. Pendant la crise, j'ai d'abord vendu un de mes champs à 200.000 FCFA, quand nous avons fini de manger l'argent j'ai ensuite vendu une partie de ma concession à 150.000 FCFA, si ce n'est pas la crise elle peut coûter deux fois plus cher, c'est-à-dire jusqu'à 300.000 FCFA, mais comme dit l'adage, ventre affamé n'a pas d'oreille » (M. A, chef de famille vulnérable)

Au centre urbain, la vente des terres ne se fait pas par des intermédiaires mais directement entre le vendeur et l'acheteur en présence de témoins constitués des deux côtés. Une fois la vente conclue, ces derniers apposent leurs signatures à côté de celles de l'agent de la commission foncière (COFO) et du chef ou des chefs des villages ou des quartiers dont sont issus le vendeur et l'acheteur.

Des mises en gage de terres ont été aussi pratiquées par certaines populations urbaines. La pratique du gage consiste à prendre de l'argent en échange de sa terre (champ). Jusqu'à remboursement de l'argent, le nouveau propriétaire continue de jouir de tous les avantages possibles liés à l'exploitation de la ressource (cultures). Il n'existe aucune règle formelle dans la pratique du gage qui se déroule généralement entre le gageur et l'acquéreur. Plusieurs personnes disent avoir mis en gage des champs qu'elles n'ont pas encore récupéré à cette date.

« J'ai mis mon champ en gage (*zingina*) mais comme je n'ai pas encore remboursé il reste la propriété du monsieur » (un paysan).

Aucun cas de gage concernant le foncier urbain ne nous a été rapporté car il semble que dans ce domaine la règle est plutôt la vente.

Devant l'ampleur de la crise, certains ménages ont vendu animaux et autres objets de valeur.

Hadji T.B et K.A. expliquent qu'elles ont vendu leurs animaux et certains biens de femmes pour pouvoir s'acheter des céréales, la première a vendu un bouc et une chèvre et la seconde en plus d'une chèvre et un mouton, une bijou personnel: « On n'a pas le choix quand on n'a rien à manger dans la maison, j'ai une chèvre et un bouc que j'étais obligé de vendre à des prix très bas, la chèvre à 5.500 FCFA et le bouc à 6.000 FCFA » (T.B, ménagère)

Pour la seconde interlocutrice : « Les animaux ne coûtaient rien du tout l'année dernière, j'ai vendu deux animaux une chèvre et un mouton, la chèvre à 7.000 F CFA et le mouton seulement à 13.000 FCFA, mais cela ne m'a pas empêché de vendre encore un bijou que je possédais il y a longtemps » (K.A, ménagère, chef de ménage)

3.2. Les activités génératrices de revenus (AGR)

Au centre urbain de Guidan Roumji, les activités génératrices de revenus englobent le salariat agricole, le travail de banco, le ramassage de bois et de la paille, le pilage et le déglumage du mil et enfin la petite restauration. Certaines de ces activités sont pratiquées par les hommes, d'autres par les femmes uniquement et d'autres encore par les hommes et les femmes à la fois.

3.2.1. Le salariat agricole

Le salariat agricole est l'une des stratégies localement utilisées pendant la crise. C'est une activité exclusivement masculine qui mobilise d'ordinaire les jeunes, mais face à l'ampleur de la crise, des personnes moins âgées s'y sont aussi adonnées.

Cas n° 1

H.B a 55 ans et vit dans le quartier Zongo. C'est un habitant du village T, qui s'est installé à Guidan Roumji pour y exercer l'activité de bois en vue de la fabrication des mortiers. Parallèlement à ce travail, il pratique une agriculture d'autosubsistance qui couvre à peine ses besoins alimentaires de quatre mois dans l'année. Actuellement, il a à sa charge 5 personnes : sa femme et ses quatre enfants dont le plus âgé a 14 ans. Pendant la crise, la vente des mortiers qui est sa principale source de revenu ne marchait pas bien faute d'acheteurs. La crise alimentaire de 2005, H.B et sa famille l'ont vécu particulièrement difficile. Pour y faire face, il a dû recourir à diverses stratégies au nombre desquelles figure le salariat agricole qu'il n'avait jamais fait par le passé, même pendant les famines antérieures comme El Bahari ou El Baré qui avaient eu à peu près la même ampleur au niveau de la ville de Guidan Roumji : « Je trouve que la famine de l'an dernier a été très dure car elle a affecté beaucoup de personnes ici, ... pour pouvoir trouver de quoi manger et nourriture ma famille j'étais contraint d'aller travailler pour les autres, j'ai fait presque du tout y compris le fait de passer dans les champs des autres cultiver pour être payé entre 750 à 1.000 FCFA à la fin de la journée. C'est un travail que je n'ai jamais fait par le passé mais malgré mon âge (55 ans) je n'avais pas trop le choix, ici à Guidan Roumji ce travail a sauvé plusieurs familles pendant la crise et ceux qui ont beaucoup de personnes dans leur famille en ont beaucoup profité »

A Guidan Roumji, nombreux sont les membres des ménages qui déclarent avoir mis leur force de travail sur le marché pendant la crise. Les plus vulnérables sont allés travailler « *barema* » auprès des moins vulnérables pour pouvoir surmonter la crise et les ménages larges semblent avoir le plus tiré profit de la situation.

Cas n° 2

M.A. est chef de ménage, pendant la crise certains membres travaillent dans l'exploitation familiale pendant que d'autres s'adonnent au salariat agricole (*barema*)

Agé de 68 ans, M.A. habite au quartier Limantchi, il est marié à trois femmes et père de 21 enfants. Il est agriculteur mais pratique aussi le travail de bois pour la fabrication des mortiers qu'il revend sur place. Mais depuis quelques années, il y a une mévente du produit lié à la rareté des clients. M.A. dispose d'un grand champ familial de plusieurs hectares que lui et ses enfants mettent en valeur. Pendant la crise de 2004, il a vendu une partie de la concession familiale pour pouvoir nourrir sa famille. Le salariat agricole faisait aussi partie des stratégies de survie utilisées

face à l'ampleur du problème. Certains de ses enfants allaient dans les champs des autres pour travailler pendant que d'autres restaient dans le champ familial :

Q : « L'année dernière pendant la crise quelles stratégies vous avez adoptées pour pouvoir nourrir votre famille ?

R : L'an dernier, ce sont mes enfants qui partaient travailler dans les champs et c'est ce qu'ils gagnaient dans la journée que nous utilisons pour payer du mil, c'est comme ça que nous avons pu survivre

Q : Ce sont tous les enfants qui faisaient ça ?

R : Non pas tous, quand certains le vont d'autres restent travailler dans le champ de la famille.

Q : Et comment étaient-ils rémunérés, c'était en nature ou en espèces ?

R : Ils sont payés en argent, chaque enfant était payé à 1.000 FCFA à la fin de la journée. A l'époque la *tiya* se vendait entre 750 à 800 FCFA mais comme j'ai entre 8 à 10 enfants qui font ça on arrive à s'en sortir. A vrai dire c'est en partie grâce à ce travail que j'ai pu nourrir la famille et tenir jusqu'à la nouvelle récolte, les enfants ont été d'un grand apport car ils apportent chaque jour l'argent qu'ils gagnent grâce au « *barema* », entre 7.000 à 8.000 FCFA dans la journée.

Q : C'est quand même beaucoup d'argent ce qu'ils gagnent par jour ?

R : Par rapport à la taille de la famille cela ne représente que deux jours de nourriture, mais Dieu merci car c'est grâce à ça que nous avons pu s'en sortir »

3.2.2. Le travail de banco, le ramassage de bois et de la paille

Les hommes étaient plutôt actifs autour du travail de banco et de la paille. Le ramassage de bois et de la paille concernait aussi bien les hommes que les femmes. Mais ces dernières étaient plus présentes dans le travail du bois que celui de la paille. Ce sont surtout les populations *bella* qui s'y adonnaient ; les Hausa pratiquaient le travail de banco principalement.

Le travail de banco (généralement le pétrissage) était rémunéré à 750 FCFA. Le transport du bois et de la paille s'effectuait sur la tête pour certains, mais ceux qui disposaient de charrettes les utilisaient aussi. Un voyage de charrette de bois coûtait 2.000 FCFA pendant la crise, et celui de paille 1.500 FCFA. Le fagot de bois se vendait entre 300 à 350 FCFA et le tas de paille à 250 FCFA.

Les distances à parcourir sont relativement longues, il faut plus de 12 heures de temps pour un aller/retour pour le ramassage de bois, et une journée entière pour la paille.

« J'ai une charrette pour ramasser du bois et de la paille, le trajet est très long et je mets beaucoup de temps pour aller et revenir, je quitte Guidan Roumji vers 2 heures du matin et le retour n'est prévu que vers 14 heures. Pour la paille c'est encore plus loin car il faut toute une journée, je quitte tôt le matin pour ne revenir que la nuit » (A. H, chef de ménage vulnérable).

3.2.3. Le pilage et le déglumage du mil

Ces activités figuraient parmi les stratégies de survie mises en œuvre au niveau local pendant la crise. Elles ont permis à nombre de personnes de surmonter le cap difficile de la crise alimentaire de 2005. Les enquêtes révèlent cependant que ces pratiques n'ont rien de nouveau dans le contexte urbain de Guidan Roumji, mais qu'elles ont pris plus d'ampleur à cause de la crise qui a poussé même les non habituées à y recourir.

Agée de 42 ans, K.A habite le quartier Zongo, elle est mariée et mère de 8 enfants. Par le passé, elle déclare n'avoir jamais exercé aucune de ces activités, mais pour pouvoir aider son mari à nourrir la famille, elle comme de nombreuses autres femmes du quartier, ont pratiqué le pilage de mil. « C'est un travail que je n'ai jamais fais, mais vu que je n'avais rien pour nourrir mes enfants, j'allais piler pour une femme, c'est une enseignante, elle me paye 2.000 FCFA dans le mois et à part elle, je travaille aussi pour d'autres personnes et comme ça que j'ai fait pendant la crise pour pouvoir nourrir mes enfants »

Le pilage et le déglumage du mil étaient surtout exercés par les femmes. Dans certains quartiers comme celui de Zongo qui abrite les populations dont l'installation dans la ville est récente, ces activités étaient surtout l'œuvre de femmes bella. Ailleurs, dans les anciens quartiers où résident les populations autochtones, ce sont les femmes hausa qui s'y adonnent. Celles qui y ont recours ont un âge situé entre 40 et 45 ans. Une femme sur les six a 45 ans, deux ont 42 ans et deux autres ont 43 ans chacune. Pour celles qui en font une profession de même celles que la crise a obligé à le faire, la pratique consiste à mettre leur force de travail à la disposition d'autres femmes pour le pilage et/ou le déglumage du mil.

Bien souvent, ce sont les femmes fonctionnaires et les épouses des agents de l'administration qui sont demandeuses de ces prestations. Dans certains cas, la rémunération est à la tâche, c'est dire juste après le service rendu, dans d'autres cas, le paiement est mensuel. Le paiement se fait généralement en espèces mais la rémunération en nature était aussi acceptée.

3.2.4. La petite restauration

Pendant la crise, les ménages les plus vulnérables étaient en quête perpétuelle d'argent pour satisfaire les besoins alimentaires de leurs familles. La particularité des centres urbains en général et de celui de Guidan Roumji en particulier, c'est la multiplicité des activités liées à la petite restauration. Les principaux créneaux porteurs sont la vente de la pâte, de la boule, des galettes et des beignets. Ce sont surtout les femmes qui investissent ces secteurs. Certaines sont assez jeunes (entre 25 et 30 ans), d'autres moins jeunes (plus de 40 ans). La plupart des femmes ont plusieurs années d'expérience, mais quelques unes déclarent s'y être engagées très récemment.

Certaines commerçantes exerçaient ces activités avec l'argent des tontines auxquelles elles adhèrent, d'autres sur fonds propres et d'autres encore à partir de crédits octroyés par des projets ou des groupements locaux. Cependant, toutes nos interlocutrices disent que c'est grâce à ces activités qu'elles ont pu contribuer à l'alimentation de la famille pendant la crise.

Cas n° 3

H.A est veuve est mère de 5 enfants. Depuis la mort de son mari en 2003, elle éprouve des difficultés à pouvoir nourrir ses enfants. Pour subvenir aux besoins de la famille, elle a choisi d'intégrer la tontine des femmes du quartier où elle réside, et grâce à l'argent qu'elle gagne, elle préparait des galettes qu'elle vendait quotidiennement et les jours du marché. Grâce aux économies qu'elle tire de cette activité, elle arrive à subvenir à ses besoins alimentaires et à ceux de ses enfants. La crise alimentaire de 2005, H.A. et ses enfants l'ont vécue particulièrement difficile, et c'est grâce à la vente des galettes qu'elle a pu nourrir sa famille.

Q : « On dit qu'il y a eu famine ici l'an dernier alors expliquez moi comment vous avez fait en tant que femme et chef de ménage pour passer ce cap que beaucoup de ménages ont vécu particulièrement difficile

R : Pendant la crise j'ai eu beaucoup de mal à m'en sortir avec mes enfants, mais Dieu merci c'est grâce à ce travail que j'ai pu nourrir mes enfants, je préparais les galettes que je vendais et avec l'argent que je gagnais je vais chez les commerçants pour payer une mesure de mil, mais avec la crise je ne gagne pas toujours le prix d'une *tiya* car le mil coûtait cher puisqu'une mesure se vendait jusqu'à 850 F CFA, c'est seulement les dimanches jours du marché que j'arrivais à gagner cette somme dans la journée.

Q : Et où tu trouvais l'argent pour faire les galettes ?

R : L'argent avec lequel je faisais ce commerce c'est un crédit que j'ai pris auprès de la tontine dans laquelle je suis, j'ai expliqué à mes collègues et une femme m'a laissé prendre à sa place alors que mon tour était déjà passé

Q : Je vois qu'il y a beaucoup de femmes qui font ce travail, est-ce toutes sont dans des tontines ?

R : Non pas toutes car il y en a qui ont leur argent à elles »

3.3. La mendicité

Elle est habituellement pratiquée par des mendiants ou autres personnes vulnérables connues pour leur besoin d'assistance (personnes handicapées notamment). Mais l'insécurité alimentaire à laquelle devrait faire face de nombreux ménages en 2005 a également contraint certaines personnes à s'y adonner.

Selon les enquêtes, l'ampleur de la crise de 2005 à Guidan Roumji s'est traduite par l'augmentation du nombre de mendiants. En effet de par son statut de centre urbain, la ville a aussi drainé des mendiants en provenance des villages et autres hameaux environnants.

La pratique pour les mendiants a consisté à aller de concession à concession pour solliciter l'aide des exploitations familiales aisées et le moment généralement choisi par les autochtones pour s'y livrer est la nuit pour éviter de se faire découvrir et d'être la risée des autres. Des femmes et des hommes y ont eu recours pour pouvoir surmonter les difficultés, comme l'illustre ce récit d'un enseignant:

« Il est inexact de dire que la crise n'a pas poussé les gens à la mendicité, il y a eu des femmes mais également des hommes qui n'avaient rien à manger et qui étaient obligés de passer de concession à concession le soir pour demander les restes des repas, en plus les mendiants n'étaient pas seulement des gens venus des autres villages comme on entend certains le dire, certains habitants de la ville aussi, notamment ceux et celles qui n'avaient plus rien à manger, s'y sont aussi livrés à la mendicité »

3.4. L'exode

L'exode a été plus massif que d'ordinaire, mais faute de statistiques officielles il est difficile de pouvoir quantifier le nombre de départs pendant la crise de 2005. L'exode est le fait des jeunes dont l'âge varie en général entre 18 et 35 ans. Cependant, la crise alimentaire de 2005 a aussi mis sur le chemin des personnes relativement moins jeunes, en particulier des membres des ménages vulnérables

La plupart des exodants n'en étaient pas à leur première expérience, mais des départs plus précoces et la fréquence des allers/retours liés sans doute à la crise alimentaire ont été enregistrés, l'objectif étant de pouvoir envoyer ou de ramener l'argent aux membres de la famille restés sur place.

A Guidan Roumji, du fait de la crise alimentaire, des chefs de ménages qui n'ont jamais émigré se sont trouvés dans l'obligation de partir pour chercher de l'argent.

Cas n° 4 : Agé de 55 ans, M.B. est cultivateur, il est marié à une femme et père de 7 enfants dont 4 filles et 3 garçons, il habite le quartier Mallamey où il y est né, il n'a jamais été en exode et aucun de ses enfants n'a l'âge d'y aller, **face à la crise de 2004 il était contraint de partir à Lagos où il y est resté un mois et demi chercher de l'argent pour pouvoir nourrir sa famille :**

Q : *Vous dites vous que n'avez jamais été en exode ?*

R : *Je ne sais vraiment pas ce qu'on appelle exode puisque je ne l'ai jamais fait dans toute mon enfance, j'ai toujours vécu ici à Guidan Roumji, j'ai vu les gens de mon âge aller à Lagos revenir sans être tenté, la seule chose qui m'a toujours préoccupée, c'est surtout les travaux des champs et tout le reste du temps je suis ici et puis c'est tout, il y a eu des famines comme par exemple El Bahari qui s'est passé il y a maintenant 22 ans ou encore El Baré qui n'est pas très loin, mais aucune d'entre elles ne m'a fait partir d'ici si ce n'est la famine de l'année dernière, je n'avais vraiment pas le choix puisque je n'avais rien à manger et donc j'étais contraint de partir chercher l'argent au Nigeria pour venir nourrir la famille.*

Q : *Vous êtes parti en exode malgré votre âge, c'est dire que vous n'avez pas d'enfants qui peuvent le faire à votre place ?*

R : *J'ai un seul grand garçon qui à l'âge de le faire et il est parti il y a longtemps sans jamais nous envoyer quelque chose ni à moi ni à sa maman, je crois que ça fait maintenant près de 6 ans à Lagos mais il n'envoie rien, comme tu le dis donc malgré mon âge je n'avais pas de choix que de me débrouiller moi-même pour pouvoir nourrir la famille ce n'était pas un choix pour moi*

La crise alimentaire de 2005 n'a pas changé la destination des exodants. Leur principal lieu de prédilection reste le Nigeria. Quelques départs sur l'Algérie et la Libye ont été rapportés lors des entretiens mais pour les ménages auxquels appartiennent ces exodants, il s'agit de personnes parties bien avant la crise.

Il est plus facile pour les exodants de se rendre au Nigeria parce que les frais de transports sont relativement moins chers : moins de 10.000 FCFA de Guidan Roumji à Lagos. Le voyage sur l'Algérie et la Libye est par contre assimilé à de l'aventure dont on mesure les conséquences en terme de frais de transport et de risque pour l'exodant qui reste souvent plusieurs années sans revenir.

Aussi bien en milieu urbain que rural, l'exode des jeunes est aujourd'hui l'une des principales sources de revenu des ménages vulnérables.

« L'an dernier, trois semaines après notre arrivée au Nigeria, on s'est organisé entre nous pour envoyer quelque chose à la maison, on a désigné quelqu'un parmi nous à qui on a payé le transport et c'est lui qui a effectué le déplacement. Nous étions six à partir d'ici et lorsqu'on est arrivé à Lagos, ce qui nous préoccupait tous, c'était de pouvoir trouver rapidement quelque chose à envoyer à la maison et c'est ce que nous avons fait car chacun a envoyé de l'argent à sa famille, moi j'ai envoyé 35.000 FCFA et cela a permis de payer juste un sac de mil. Cet argent a été d'une grande utilité car il a permis à la famille de s'acheter du mil, et aussitôt après j'ai envoyé une autre somme de 15.000 FCFA avec un ami revenait. Moi je suis resté à Lagos pendant 6 mois c'est-à-dire jusqu'à la fin de la famine » (un exodant)

3.5. Les habitudes alimentaires et les modifications liées à la crise

Les enquêtes révèlent que les habitudes alimentaires sont les mêmes chez tous les groupes ethniques. En temps ordinaire, le repas familial chez les Hausa, les Touaregs et les Peuls se compose habituellement de boule « *fura* », de pâte « *tuwo* » et de bouillie « *kunu* ». A Guidan Roumji, après les récoltes, on trouve dans la plupart des familles, de jour comme de nuit, la pâte et la boule à la fois, signe d'aisance et d'abondance.

Mais des modifications sont intervenues sous l'effet de la crise. Ces modifications se sont opérées à la fois en termes de quantité et de qualité mais aussi en termes de fréquence et de variétés en fonction des denrées disponibles localement. La consommation de certains types d'espèces végétales (feuilles), quoique habituelle pour nombre de ménages urbains, a revêtu un caractère exceptionnel lié au contexte particulier de la crise qui a aussi imposé la cueillette de plantes qu'on ne mange pas habituellement.

3.5.1. La cueillette

La cueillette de divers types de feuilles et graines d'arbres et/ou d'herbes sauvages comme le *Scleroscarya berrea* (*dagna*), le *Boscia salicifolia* (*zurey*), le *Leptadenia hastata* (*yadya*), le *Boscia senegalensis* (*anza*), et *dan sobe* a été une des stratégies utilisées par les ménages vulnérables pour faire face à la crise. La très forte consommation des feuilles, dont certaines espèces seulement pendant la crise de 2004/2005, témoigne de l'ampleur et de la gravité du phénomène. Nombre d'interlocuteurs affirment ne pas avoir d'autres choix que d'y recourir.

« Pendant la crise de l'année dernière je n'avais pas d'autres choix que de recourir à la cueillette pour pouvoir me nourrir et nourrir les enfants car à un certain moment je n'avais rien à manger dans la maison » (une enquêtée)

Certaines feuilles comme « *dan sobe* » sont appréciées à cause de la rapidité dans la préparation, on dit aussi que les feuilles se reconstituent très vite.

« *Dan sobe* est la plante qui nous a beaucoup sauvé car elle cuit vite et les feuilles repoussent assez rapidement » (une femme chef de ménage vulnérable)

Toutes les feuilles ou graines nécessitent d'être bouillies selon des durées variables avant d'être consommées (certaines juste quelques minutes et d'autres pendant des heures voire une journée pour diminuer le goût amer). On les consomme seules ou avec du sel. Dans certains cas, on y ajoute aussi du tourteau d'arachide, mais cela relève plus de l'exception que de la règle.

Il en est de même pour la préparation des feuilles avec la farine de manioc qui est classée parmi les denrées les plus chères, et donc de surcroît pas accessible à toutes les bourses. La mesure (*tiya*) se vendait à 1.000 FCFA pendant la crise, contre 800 FCFA avant.

3.5.2. La fréquence, la quantité et la qualité des repas

La crise de 2005 a eu aussi pour effets d'introduire des changements significatifs au niveau de la fréquence, la quantité et la qualité des repas. La plupart des ménages interrogés disent avoir deux repas par jour avant la crise. Avec la crise, cela semble relever du souvenir pour beaucoup: un repas difficilement par jour pour les plus chanceux, et un tous les deux jours pour les plus vulnérables.

« L'an dernier pendant la crise ma famille a l'habitude de passer une journée sans manger » (un chef de ménage vulnérable).

Des changements importants sont aussi à noter au niveau de la qualité pour la plupart. Habituellement, la boule se consomme avec du lait de vache pour les ménages aisés notamment, les plus vulnérables y ont aussi recours même si c'est pas la même fréquence.

«...Même quand il n'y a pas la famine c'est pas tous les jours qu'on a du lait pour mettre dans la boule, mais on en trouve de temps en temps» (un enquêté du hameau de Yamia Kalgo).

Pendant la crise, l'utilisation du lait de vache dans la boule est devenu très rare pour ne pas dire quasi inexistante, car les animaux eux n'ont plus du fourrage. A la place du lait de vache, on utilisait le lait en poudre communément appelé (*laada*), mais seuls les plus aisés peuvent se le permettre. Ordinairement, pour la boule comme pour la pâte, le mil est pilé puis séparé ensuite du son qu'on consomme à part. Le son est aussi vendu ou donné aux animaux, lorsque la situation le permet. Mais, avec la crise, on prépare directement la boule ou la pâte de mil sans séparer les graines du son.

« Pendant la famine pour préparer la boule ou la pâte les hommes demandent aux femmes de piler le mil sans le séparer les graines du son car cela a l'avantage de donner une quantité plus grande de boule ou de pâte pendant la préparation » (chef du quartier Zongo)

En effet l'idée qui préside à cette pratique est la recherche de la quantité plutôt que la qualité. Tout comme pour la boule il y a eu là aussi changement au niveau des ingrédients habituels qu'on met dans la sauce. Avant la crise, on utilisait les feuilles de certaines plantes comme (*yakwa* ou *molohia*), le sel, l'huile (pas toujours) et parfois aussi du piment pour agrémenter la sauce, mais avec la crise, la fréquence de la pâte dans la plupart des familles s'est considérablement réduite au profit de la boule ou de la bouillie. Pour ceux qui arrivent à en préparer, les ingrédients qui accompagnent la sauce se limitent au sel et au « *molohia* » qui sont des feuilles d'une herbe sauvage qui pousse pendant la saison des pluies.

3.5.3. Des changements dans les comportements

La crise alimentaire de 2004 a induit des changements notables dans les comportements des uns et des autres. Les plus vulnérables évoquent l'attitude des moins vulnérables à leur endroit pendant la crise pour traduire l'effritement de certaines valeurs sociales jadis considérées comme des de cohésion sociale au niveau des communautés locales.

De l'entraide et de la solidarité au niveau local

A Guidan Roumji, l'entraide et la solidarité ont peu joué entre les populations pendant la crise de 2005. Peu de personnes parmi celles que nous avons enquêtées déclarent avoir bénéficié de l'assistance ou du soutien des voisins ou des parents pendant la crise. C'est l'avis de cette enquêtée qui décrit ce qu'elle considère comme étant le comportement d'indifférence de certains à l'endroit des plus démunis :

« Ici à Guidan Roumji quand vous demandez l'aide de quelqu'un, il vous laisse d'abord exposer votre problème avant d'afficher son refus par la suite » (une femme chef de ménage vulnérable).

Mais l'expression la plus symptomatique de ce qui pourrait être considéré comme une régression ou la perte des valeurs dites traditionnelles vient des entretiens avec des personnes handicapées :

«...De nos jours on ne peut pas parler d'entraide et de solidarité car ça n'existe plus, nous les handicapés nous en savons quelque chose, même quand il n'y a pas famine on nous assiste peu et avec la crise la situation s'est aggravée » (un handicapé).

Un autre handicapé ajoute : « L'année dernière pendant la crise, nous avons beaucoup souffert car lorsque vous allez mendier chez certaines personnes, c'est à peine si on ne vous chasse

pas de la maison, au mieux on vous laisse perdre votre temps devant la porte sans jamais vous adresser la parole. »

Selon le président de l'association locale des aveugles, «du côté de l'autorité (*masu iko*) on a compris qu'on cherche l'aide au nom des handicapés, mais lorsque cela arrive ce sont les fonctionnaires et autres personnes autosuffisantes et bien portantes qui se servent d'abord, et c'est ensuite seulement lorsqu'il y a un reste qu'on pense à nous, la crise a même drainé des mendiants des villages vers la ville dans l'espoir qu'ils allaient pouvoir mieux s'en sortir, mais l'augmentation du nombre de mendiants n'a fait que compliquer la situation, à vrai dire s'il y a quelqu'un qui s'est battu et qui continue à se battre pour nous les mendiants ici, c'est surtout la responsable du développement social, que Dieu la bénisse ».

4. Autour de l'alimentation et du sevrage des enfants

4.1. De l'alimentation des enfants

Habituellement, les enfants sont soumis au même régime alimentaire que les adultes. Au centre urbain de Guidan Roumji, l'alimentation chez l'adulte comme chez l'enfant est essentiellement à base de céréales (mil et sorgho) pour les familles pauvres. L'enfant est très tôt initié au repas familial (dès l'âge de huit mois pour certains) qui comprend d'ordinaire la boule, la bouillie ou la pâte. On prépare la bouillie ou la boule le jour, et la pâte la nuit.

Pendant la crise de 2005, « seuls ceux qui ont les moyens (*masu hali*) peuvent se permettre le luxe de préparer la pâte pendant la crise, sinon pour des pauvres comme moi c'est la boule ou la bouillie et même là c'est pas tous les jours » (un femme chef de ménage vulnérable)

Pour les moins aisés en général, la boule et la bouillie se consomment sans lait et la pâte sans sauce. Pendant la crise, la pâte est pétrie et donnée à boire sous forme de bouillie aux enfants. Le lait, la viande, les œufs ou encore les fruits et légumes sont absents de l'alimentation des enfants. Le marché local regorge certes d'importantes quantités de fruits (mangues, goyaves, etc.) et de poisson fumé en provenance du lac de Madarounfa, mais pendant la crise, ces fruits ne sont pas accessibles à la plupart des ménages pauvres.

« Il y a du poisson le dimanche au marché mais il faut de l'argent pour l'acheter et moi je n'en ai pas » (un paysan).

4.2. Le sevrage

En général, les enfants sont sevrés à 18 mois pour certains et à deux ans pour d'autres. Le sevrage se fait de façon brutale sans préparation psychologique préalable. Pendant ce temps, l'enfant reste auprès de la mère. Pour les familles pauvres, l'alimentation des premiers jours de sevrage comprend un plat à base de mil cuit, auquel on ajoute de l'huile (pas toujours), et le tout est accompagné d'une décoction de *Guiera senegalensis* (*sabara*) et de divers ingrédients.

Cas N° 5 : Agé de 23 mois, Boubacar a été sevré par sa mère dès l'âge de 18 mois. Pour les deux premiers jours du sevrage, l'alimentation comprenait de la pâte de mil à laquelle on a ajouté une décoction de plusieurs plantes dont le but est de prévenir les diarrhées pouvant découler de la «rupture» avec le lait maternel. Le troisième jour après le sevrage, Boubacar a commencé à partager le plat familial composé de la pâte de mil, de la boule et parfois de la bouillie.

Q : A quel âge vous avez sevré votre dernier enfant et est-ce qu'il y a un plat spécial qu'on donne à l'enfant lorsqu'on veut le sevrer?

R : Mon dernier enfant est un garçon, il s'appelle Boubacar et il a aujourd'hui 23 mois, je l'ai sevré dès l'âge de 18 mois, le jour du sevrage, je lui ai préparé de la pâte de mil, mais il y a aussi plusieurs plantes que j'ai fait bouillir en vue d'obtenir une décoction que je lui ai donné à boire, ça c'est pour éviter qu'il ne fasse la diarrhée car le fait de laisser tomber brusquement le lait maternel peut provoquer la diarrhée chez l'enfant, c'est ce que je fait à tous mes enfants lorsque je voulait qu'il laisse le lait, pour les plantes pour la faire la décoction, c'est ma mère qui me les a enseigner, et depuis ce sont les mêmes que j'utilise et c'est les mêmes que je conseille aux jeunes mamans qui me demandent

Q : Et après le sevrage, qu'est-ce qu'on donne à l'enfant comme nourrir?

Pour les familles aisées, le sevrage intervient aussi au même âge (entre dix huit mois à deux ans), avec toutefois une différence dans l'alimentation de l'enfant. On prépare un plat à base du riz accompagné de la viande de poulet. Lorsqu'il s'agit d'un garçon, on égorge un coq et une poule lorsqu'il s'agit d'une fille. Le tout est accompagné d'une décoction dont le but est de prévenir des éventuelles diarrhées pouvant découler du sevrage brutal. La même pratique alimentaire est aussi connue des mères des ménages vulnérables mais qui disent ne plus y recourir aujourd'hui par manque de moyens.

« Dans le temps lorsqu'on veut sevrer son enfant il y a des choses à faire selon les personnes, il y a en a qui vont voir les marabouts qui leur font des écritures et d'autres aussi utilisent des plantes et dans tous les cas on ne coupe pas un enfant du lait comme ça ans faire ça, certaines personnes égorge des poulets et j'ai vu même des cas où c'est une chèvre qu'on égorge et tout ça a une signification mais maintenant beaucoup ne le font plus parce que les gens sont pauvres » (une mère d'enfant)

4.3. De la question de la malnutrition et des différentes trajectoires thérapeutiques pendant la prise en charge sanitaire des enfants

La sémiologie populaire autour de la malnutrition et des différentes trajectoires thérapeutiques sanitaires des enfants malnutris est très expressive. Dans le cas de la malnutrition, le terme couramment employé au niveau local pour traduire l'état nutritionnel et sanitaire des enfants atteints de malnutrition est celui de « *tamowa* » qui se rapporte aux nourrissons dont l'âge se situe entre 0 à 4 ans. Selon les interlocuteurs, les principaux signes qu'on observe chez un enfant atteint de « *tamowa* » sont, entre autres, l'amaigrissement, le changement de la couleur des cheveux, la tête qui devient plus grosse que le reste du corps et enfin les fesses qui s'aplatissent.

Pour l'épidémiologiste du CSI, « *tamowa* » est le résultat de la malnutrition chez l'enfant dont les conséquences débouchent dans la plupart des cas sur la diarrhée, les vomissements, la perte de poids, etc. Les interlocutrices dont les enfants ont été référés au CRENI de Maradi pendant la crise de 2004 pour cause de malnutrition utilisent des expressions qui renvoient avec précision au processus d'admission et de prise en charge de l'enfant. Les termes employés font référence d'une part à l'état nutritionnel et sanitaire de l'enfant et d'autre part au lieu où le malade est admis et à la durée d'hospitalisation. Ainsi, on emploie les expressions « *marhaba da baki* » pour désigner la salle d'accueil ou de consultation. L'enfant reste trois jours et la ration alimentaire est essentiellement à base de lait. Le terme de « *gidan tubur tabur* » renvoie au lieu où sont « gardés » les enfants qui ont le ventre ballonné, ici l'enfant reste pendant une semaine et la ration est à base de biscuits, « *gidan gangara* » est la phase intermédiaire, à ce niveau l'enfant est gardé pendant cinq jours et la ration est à base biscuits, « *gidan n'kasa* » est le lieu où sont gardés les enfants squelettiques qui ne mangent pas d'eux-mêmes et à qui on met une sonde naso-gastrique, et enfin « *gidan massala* » signifie la salle à problème et où on emballe l'enfant dans un plastique en vue de la réanimation.

5. Les diverses formes d'aide et leur rôle dans l'atténuation de la crise

La gamme des stratégies déployées localement et la diversité des acteurs qui sont intervenus pendant la crise de 2004-2005 montrent qu'elle a été sévère pour certains. A l'image des stratégies et de la pluralité des intervenants, les services offerts par les uns et les autres sont aussi divers que variés. Chaque intervenant a ses méthodes ou procédures, ses quantités et ses denrées. Il y a eu des distributions gratuites et des ventes à prix modérés. Le mil et le riz ont été les principales céréales distribuées gratuitement ou vendues pour le cas de la ville de Guidan Roumji. De la farine de manioc et des dattes figurent aussi parmi la série d'aides. Des aides en espèces ont été offertes par certains donateurs. Mais lorsqu'on interroge le répertoire des interventions extérieures pendant la crise, l'on constate qu'il n'y a pas eu beaucoup de partenaires qui ont effectivement déployé leurs services ou actions sur la ville de Guidan Roumji, à l'image de ce qu'on pouvait observer à propos de certaines localités de la commune. A Guidan Roumji, parmi les aides enregistrées, on notera principalement celles de l'Etat du Niger et du Nigeria, l'aide des arabo-islamiques, celle des députés de la région, l'aide du projet de réhabilitation des aveugles et handicapés du Niger (PRAHN) et les actions de Médecins sans frontières.

5.1. L'aide de l'Etat du Niger

Dans la commune de Guidan Roumji et au centre urbain en particulier, l'Etat et ses services sont les principaux partenaires sur lequel étaient rivés tous les regards pendant la crise. Le rôle qu'il doit jouer en pareille circonstance était plus au moins connu de tous. Son action dit-on doit se situer en amont de celles de tous les partenaires. C'est du moins le constat qui se dégage des entretiens réalisés tant du côté officiel (des institutions locales) que de celui des populations : « *l'Etat doit intervenir avant tout le monde* », nous précise un interlocuteur. L'Etat est certes intervenu mais à travers des actions ponctuelles dont l'impact sur la crise est diversement apprécié.

Pour les autorités administratives communales en effet, l'aide de l'Etat a été l'une des plus significatives, mais à en juger par sa quantité et face à l'ampleur du phénomène, cette aide n'a pas été plus importante que d'autres. A Guidan Roumji, l'Etat est intervenu à trois reprises pendant la crise à travers la distribution gratuite de 50 tonnes de mil. La gestion de l'aide de l'Etat et sa distribution étaient assurées par les autorités administratives départementales et communales. Au début de la crise, il y a eu une première distribution. Celle-ci a été assurée par les autorités préfectorales. Par la suite, un comité a été institué au niveau de la commune. C'est ce dernier qui s'est chargé d'assurer les autres distributions en présence des plus hauts responsables de la commune.

5.2. L'aide de l'Etat fédéral du Nigeria

Elle a concerné la région de Maradi en général. Les quantités offertes ne nous ont pas été précisées, on retient par contre que la ville de Guidan Roumji a obtenu 19 tonnes de céréales (mil, sorgho et maïs notamment). A cela s'ajoute de l'huile et du sucre. Mais comme d'autres aides, celle de l'Etat fédéral du Nigeria aussi a été gérée par le comité créé par arrêté du maire de la commune et qui est chargé de la distribution gratuite des vivres aux nécessiteux.

« Il y a eu aussi une aide de l'Etat du Nigeria qui concerne toute la région de Maradi, Guidan Roumji en a eu sa part, au même titre que l'aide de l'Etat du Niger, celle du Nigeria aussi a été gérée par un comité créé par arrêté du maire de la commune » (un conseiller).

Le rôle, les attributions et les modalités de fonctionnement dudit comité seront développés plus bas.

5.3. L'aide des ressortissants

Elle inclut principalement l'aide de certains députés de la région : Haladou Amadou et Maman Issa. Le premier a fait don gratuitement de 20 sacs de farine de manioc à la ville de Guidan Roumji dont la gestion et la distribution ont été confiées au chef de canton qui dit l'avoir distribué aux nécessiteux.

« Lorsque j'ai reçu cette aide, je l'ai distribuée à ceux à qui elle était destinée ».

Quelques personnes disent en effet avoir reçu quelques grammes de céréales de cette aide, mais d'autres pensent que cela a plutôt profité au chef et à ses proches.

« On dit que le député Haladou a donné au chef de canton de la farine de manioc à distribuer aux gens mais moi personnellement je n'ai rien reçu et je n'ai vu personne dans mon quartier qui m'a dit qu'il en a reçu quelques chose » (un des opposants au chef de canton).

Le député Maman Issa a organisé une opération de vente à prix modéré de céréales dans plusieurs villages du département. Il s'agit du mil qu'il détient en stock personnel. Il faut préciser qu'outre ses fonctions de conseiller, l'intéressé exerce des activités commerciales. L'opération de vente à prix modéré de Guidan Roumji a porté sur 50 tonnes de mil. La gestion était assurée par l'intéressé, appuyé par son staff politique, c'est-à-dire par les personnes qui sont du même bord politique que lui. L'objectif visé par son promoteur était de casser les prix sur les marchés, comme l'exprime l'intéressé lui-même:

« Il y a eu vraiment des difficultés ici l'an dernier car nombreux étaient les familles qui n'avaient rien à manger pendant la famine, plusieurs bonnes volontés se sont manifestées à la demande du gouvernement en apportant leur aide pour secourir les populations, certains ont distribué des vivres et de l'argent, en ce qui me concerne, en tant que ressortissant de la région, j'avais estimé que je pouvais aussi apporter ma contribution, et c'est ce que j'ai fait en mettant du mil à la disposition des gens à des prix bien étudiés pour décourager les commerçants qui vendent le mil très cher sur le marché, c'est ainsi que je vendais la mesure de mil qu'on appelait couramment la tiya à 300 FCFA contre 850 FCFA chez les commerçants, c'était donc de cette façon que j'ai contribué à aider mes frères pour soulager leur souffrance »

Le geste est certes louable, mais vu les quantités concernées et les besoins à couvrir (la ville de Guidan Roumji compte plus de 10.000 habitants), l'impact était très limité, surtout lorsqu'on sait qu'il n'y a pas eu de ciblage précis dans l'opération de vente qui s'adressait à tout ceux qui en exprimaient la demande, les nécessiteux comme les moins nécessiteux.

« L'opération de vente à prix modéré organisé par le député Maman Issa a eu certes un impact positif pendant la crise mais compte tenu du fait que ça s'est déroulé une seule fois et qu'elle ne fait pas de distinction entre les nécessiteux et ceux qui ne le sont pas elle me paraît assez mal organisée car à mon avis ce sont surtout ceux qui n'avaient pas à manger qu'il fallait plutôt cibler » (un conseiller)

5.4. Le rôle des projets, des ONG, des groupements et de la banque céréalière pendant la crise

Plusieurs projets et ONG ont été cités. Il s'agit de Care international, de la société aurifère Etruskan, de l'Agence des musulmans d'Afrique, de la Croix rouge, de la SNV, etc. Mais tous ont agi uniquement au niveau des différents villages de la commune.

Il existe un nombre relativement important de groupements féminins à Guidan Roumji. Chaque groupement compte environ entre quinze à vingt membres. Les activités de la plupart des groupements tournent essentiellement autour des activités génératrices de

revenus (vente de galettes, de beignets, de boule, de la pâte, etc.). Tous les groupements ont les mêmes modes de fonctionnement. Pendant la crise, la plupart des groupements ont octroyés des crédits à leurs membres. Le crédit accordé est remboursé avec intérêt de 5%. Mais compte tenu de la surface financière des groupements (les sommes en caisse ne dépassant pas en général 50.000 FCFA), les montants des crédits accordés sont relativement bas et varient entre 3.000 et 10.000 FCFA. L'accès aux crédit était restrictif dans la mesure où seules les membres y avaient droit.

La ville de Guidan Roumji dispose d'une banque céréalière (BC) créée en 2002 par l'Union des églises évangéliques et protestantes du Niger (UEEPN), sur financement de l'Union européenne. Elle est gérée par un comité de quinze membres. La BC est implantée devant le palais du chef de canton qui en assure la présidence d'honneur. Les chefs des quartiers sont aussi membres du bureau. Vu le niveau des stocks des céréales dont elle disposait pendant la crise (200 sacs de céréales), son rôle n'a pas été du tout négligeable.

« La banque céréalière nous a été beaucoup utile à un moment donné de la crise car c'est ici qu'on se réfère pour payer le mil » (un paysan)

L'accès aux céréales se faisait par l'achat d'un ticket de 25 FCFA institué par le comité de gestion. Ce ticket permettait à son détenteur d'acheter des céréales jusqu'à une quantité limite de 5 *tiya*. Pendant la crise, la banque céréalière ouvrait ses portes 3 fois par semaine et les quantités de céréales vendues pendant chaque opération n'excédait pas 10 sacs:

« On ouvrait les portes trois fois par semaine et chaque personne a droit à 5 *tiya* pas plus. Pendant chaque opération, nous vendions 10 sacs, on peut vendre tout le stock une seule fois mais notre souci était de vendre petit à petit » (le gestionnaire de la BC).

5.5 L'aide arabo-islamique

Des arabo-islamiques ont déployés leurs actions dans plusieurs villages de la commune pendant la crise alimentaire de 2004/2005 en distribuant des céréales, des dattes et même de l'argent. Dans certains villages, en plus des dons en céréales (mil, riz et sorgho) distribuées gratuitement aux populations par des arabes, chaque chef de ménage aurait également reçu 10.000 FCFA de la part des donateurs.

Au centre urbain de Guidan Roumji, l'aide arabo-islamique comportait également des dons en nature et en espèces. Cette aide peut s'identifier sous deux formes : d'une part l'aide apportée par les mêmes arabes à l'association islamique locale et d'autre part celle destinée aux populations. L'aide offerte aux religieux a été gérée par certains marabouts. Ces derniers affirment avoir effectué la distribution aux nécessiteux mais sans vouloir s'étendre davantage sur les modalités de la gestion ou de la distribution, estimant simplement qu'elle s'est déroulée dans la plus grande transparence.

« Un Arabe est venu depuis Maradi et nous a remis du mil, du sucre, des datte et aussi de l'argent qu'il nous a demandé de distribuer aux gens et c'est ce que nous avons fait dans la plus grande transparence » (un responsable religieux).

Mais les propos qui suivent soutiennent la thèse inverse:

« On dit que des Arabes sont venus jusqu'ici et ont donné des vivres et de l'argent à certains marabouts pour distribuer aux fidèles et à ceux qui sont les nécessiteux, mais ces derniers se sont partagés ça entre eux sans faire ce que les Arabes ont demandé de faire, tout celui que vous demandez ici vous dira qu'il n'a bénéficié ni des vivres ni de l'argent, moi j'habite dans le quartier et c'est ici même que se trouve l'imam mais je n'ai rien reçu et c'est pareil pour beaucoup d'autres personnes dans le quartier, vous voyez, il y a des gens de « d'Allah » qui quittent depuis chez eux pour apporter leur aide à ceux qui n'ont pas les moyens, mais l'aide est détournée par les personnes à qui on confie la gestion, voilà comment les choses se sont passées, vous demandez à

qui vous voulez on vous dira que c'est comme ça que les dons que les arabes ont donné ont été gérés » (un interlocuteur).

L'aide apportée aux populations du centre urbain par les arabo-islamiques et dont les chefs des quartiers avaient la responsabilité de la gestion comprenait du mil, du riz et de l'argent. L'accès aux vivres se faisait sur la base d'un ticket qui donne droit au détenteur à quelques mesures de céréales (*tiya*). Selon certains interlocuteurs, les tickets auraient été confectionnés depuis le chef lieu de région par l'Arabe. Pour d'autres au contraire, ce sont les chefs des quartiers qui auraient initiés ce système en vue d'établir une transparence dans la distribution.

« Ici dans notre quartier le chef de quartier a fait des tickets qu'il a distribué aux gens. Tout celui qui a le ticket a droit à des mesures de mil ou de riz, moi j'ai reçu le ticket qui m'a permis d'obtenir du mil, du riz et quelques dattes. Les Arabes ont aussi donné de l'argent mais il n'a pas été partagé aux populations et ce sont ceux qui nous dirigent qui ont décidé de ça » (un habitant du quartier Roumji)

L'argent d'un montant de trois millions de francs FCFA a servi pour payer l'impôt aux populations. Cette initiative n'était pas du goût de la plupart des populations qui auraient souhaité qu'il soit plutôt partagé.

« Un Arabe a donné trois millions à la ville de Guidan Roumji, mais au lieu de partager les gens de l'administration (*masu iko*) ont demandé de payer l'impôt avec ça sans même demander si on est d'accord ou pas » (un paysan).

5.6. Les actions de Médecins sans frontières (MSF)

Médecins sans frontières déploie depuis plusieurs années ses actions dans la région de Maradi. Cinq localités sont couvertes dans le département de Guidan Roumji : Souloulou, Sayé Saboua, Guidan Sori, Tibiri ainsi que la ville de Guidan Roumji. Ses actions s'inscrivent dans le cadre de l'urgence et de l'humanitaire et concernent principalement le dépistage, le traitement et le suivi des enfants atteints de malnutrition. Au centre urbain de Guidan Roumji, les activités de l'organisation humanitaire basée à Maradi depuis 2001 se limitaient avant la crise à une intervention par semaine

« Avant la crise, on intervenait seulement tous les jeudis » (l'assistant nutritionniste de MSF)

Le déclenchement de la crise de 2005 a amené MSF à intensifier ses activités sur la ville.

«La crise nous a obligé à revoir le nombre de visites qui a passé d'une fois à cinq par semaine ».

MSF a intensifié sa présence sur place avec l'installation d'un centre de dépistage et la construction d'un magasin de stockage de vivres.

« Maintenant nous avons en permanence des agents sur place et un magasin dont les travaux sont en finition est en construction pour mettre les vivres » (l'assistant nutritionniste de MSF)

Les actions de MSF sont essentiellement orientées vers les enfants atteints de malnutrition. L'organisation associe traitement médical et prise en charge alimentaire des enfants avec distribution aux mères des enfants admis dans son programme des compléments nutritionnels. A Guidan Roumji, seuls les cas de malnutrition modérée sans complication sont pris en charges, les cas avérés graves sont référés au centre de récupération nutritionnel intensive de Maradi.

« Nos activités ici se résument uniquement au dépistage de la malnutrition et à la prise en charge des cas sans gravité, lorsqu'un cas est dépisté sévère, nous le referons automatiquement à Maradi ».

La ration alimentaire et le traitement médical sont graduels et sont fonction de l'état nutritionnel de l'enfant. C'est le protocole national qui définit le type de traitement à administrer à l'enfant selon le degré ou la gravité de la situation. Les rations se composent en général de farine de blé, de biscuits, de céréales, d'unimix et d'huile.

A Guidan Roumji, l'appui apporté par Médecins sans frontières dans le cadre de la lutte contre la malnutrition infantile est diversement apprécié.

« Depuis que MSF intervient ici ils nous apportent régulièrement leur aide en leur distribuant des aliments aux mères dont les enfants sont malnutris » (une mère d'enfant malnutri).

Pour d'autres, les actions de MFS revêtent un caractère sélectif et discriminatoire dans la mesure où seules les mamans des enfants malnutris y ont accès

« L'aide de MSF n'a pas touché tout le monde, pendant la crise et même maintenant elle concerne seulement les femmes qui ont des enfants malnutris ». (une femme commerçante de la ville).

5.7. L'aide du projet de réhabilitation des aveugles et handicapés du Niger (PRAHN)

Cette aide était uniquement destinée aux aveugles et autres personnes handicapées de la ville. Sa quantité était de 100 sacs de riz et chaque bénéficiaire aurait reçu 15 kg. L'opération de distribution s'est déroulée chez le chef de canton, en présence des chefs des quartiers. Selon la responsable du service départemental du développement social, la commune compte au total 86 aveugles auxquels s'ajoutent les handicapés des membres, les sourds, les lépreux et les malades mentaux (localement désignés sous le nom de citoyens libres) pour lesquels il y a pas de statistiques officielles

Tableau récapitulatif des aides et dons mobilisés sur le site de Guidan Roumji (Maradi) pendant la crise alimentaire de 2004-2005

donateur	nature et origine du don	quantités, nombre, dates	système de distribution	bénéficiaires	remarques
Etat du Niger à travers la CCA	Distribution gratuite (en 3 fois)	50 tonnes de mil	Autorités préfectorales, autorités communales/comité	chefs de familles présentant livret de famille	Mauvaise organisation dans la distribution et le ciblage : tout celui qui présente un carnet de famille était servi
Aide de l'Etat fédéral du Nigeria	Distribution gratuite	19 tonnes de mil, sorgho et maïs +sucre et huile	Autorités communales/comité	chefs de familles détenteurs de livret.	Mêmes insuffisances dans l'organisation et le ciblage que pour l'aide de l'Etat du Niger.
Aides de deux députés	Distribution gratuite + vente à prix modéré.	20 sacs de farine de manioc (distribution gratuite) + 50 tonnes de mil (vente à prix modéré).	Chef de canton et chefs de quartiers	chefs de famille présentant livret de famille.	Mêmes insuffisances que pour les cas précédents : pas de vrai ciblage des nécessiteux.

Groupements féminins/Banque céréalière	Prêt d'argent aux membres pour les groupements, achat de 5 <i>tiya</i> sur présentation de ticket émis et vendu à 25 F par le comité de la banque	Sommes non définies pour cas des prêts, 200 sacs de céréales	Membres des groupements, comité de la banque céréalière	toute personne détentrice du ticket vendu à 25 F	Les prêts d'argent des groupements n'ont concerné que les membres, portée limitée de l'opération de vente de la BC à cause des faibles quantités (10 sacs/jour)
Arabo-islamiques	Distribution gratuite	Mil, riz + 10 millions	Chef de canton, chefs de quartiers, association islamique	Population des différents quartiers, quelques religieux	Les distributions faite tant par les chefs que par les religieux manquent de transparence, l'argent est utilisé pour éponger les arriérés d'impôt des populations contre leur géré
MSF	dépistage, traitement et suivi des enfants malnutris.	/////	////////	enfants malnutris	/////
Projet aveugles (PRAHN)	Distribution gratuite	100 sacs de riz	chef de canton et chefs de quartiers	personnes handicapées	Certaines aveugles rencontrés disent n'avoir pas bénéficié

6. Les modalités de la gestion locale de l'aide et les appréciations et perceptions de la crise par les populations

6.1. Les modalités de la gestion locale de l'aide

A Guidan Roumji, pendant la crise de 2004/2005, les institutions locales n'ont pas fonctionné de manière harmonieuse et complémentaires, mais plutôt de façon concurrente ou rivale. Alors qu'il existait un comité, créé par arrêté du maire de la commune, chargé de la gestion et de la distribution gratuite de l'aide au nécessiteux, d'autres institutions comme la chefferie (chef de canton et chefs de quartiers), la préfecture ou les associations religieuses ont joué de manière parallèle le même rôle que celui dévolue au comité.

Quelques aides comme celles de l'Etat du Niger, du Nigeria et en partie celle des arabo-islamiques ont été gérées par le comité, d'autres aides par la chefferie (l'aide du député Haladou et une partie de l'aide des arabo-islamiques), d'autres encore par des leaders politiques locaux (l'aide du député Elhadj Maman Issa) ou par les associations islamiques.

La multiplicité des institutions et des acteurs impliquées dans la gestion et la distribution de l'aide, a eu pour effet majeure la non maîtrise par les bénéficiaires des circuits de distribution et des différents pôles de décision.

6.1.1. Du comité chargé de la distribution gratuite des vivres aux nécessiteux

Un comité chargé de la distribution gratuite de l'aide aux nécessiteux a été créé le 03 octobre 2005 par arrêté du maire de la commune urbaine de Guidan Roumji. Outre les représentants du conseil communal (deux conseillers plus le maire ou son adjoint), le comité comprenait les représentants des services techniques (élevage, agriculture, développement social, développement communautaire), de la société civile (USTN, CDTN, ANDDH, RDFN, AFN) un représentant de la chefferie traditionnelle (le chef de canton), un représentant des partis politiques (de la mouvance ou de l'opposition) et un de la gendarmerie. Au total, il est composé de quinze membres qui se réunissait avant et après chaque opération de distribution, avant pour dégager les modalités pratiques de distributions, et après pour tirer les leçons de l'opération précédente et prendre des mesures correctives pour les opérations à venir.

Mais force est de constater que ce qui a caractérisé le comité, c'est surtout la confusion tant dans sa composition que d'un point de vu fonctionnement. Le discours officiel met en avant le bon fonctionnement de la structure, mais aux dires de nombreux acteurs locaux, et parmi eux certains membres du comité, la structure s'est surtout illustrée par son manque de dynamisme et de transparence dans la conduite des opérations. Certains membres disent ignorer l'existence d'une telle structure pour n'avoir jamais été mis au courant d'une réunion. C'est le cas de cet enquêté membre d'une structure locale dont on nous avait affirmé qu'elle faisait partie du comité :

« Personne ne m'a jamais dit que je suis membre du comité, à vrai c'est à travers vous que j'ai entendu qu'il y avait eu un comité pendant la crise et qui regroupait certaines structures mais moi je n'ai pris part à aucune des réunions du comité »

C'est aussi le cas de la représentante de la section locale de l'Association des femmes du Niger (AFN) et de celle du Rassemblement démocratique des femmes du Niger (RDFN) qui sont supposées faire partie de la structure. Il en est de même pour les partis politiques tant de la mouvance que de l'opposition dont les représentants affirment n'être pas au courant de l'existence dudit comité. Pour le leader de l'opposition politique locale :

« Je ne suis pas au courant de l'existence du comité et je n'ai pris part à aucune des réunions tenues par lui ».

La réponse du leader de la mouvance de partis au pouvoir est légèrement différente :

« J'ai appris comme vous que le maire a mis en place un comité qui sera chargé de distribuer les vivres aux populations mais ni moi ni personne d'autre n'a assisté à une réunion de ce comité au nom des partis membres au pouvoir »

Pour les interlocuteurs, il est aisé de constater que seuls ceux ou celles qui ont bénéficié des prestations du comité parlent du rôle dévolu au comité tout en évoquant les distributions de céréales qui se sont déroulées soit à la préfecture soit à la mairie.

6.2. Des appréciations et perceptions de la crise

C'est par rapport aux différentes famines récentes ou lointaines que nos interlocuteurs jugent de l'ampleur et de la gravité de la crise de 2004-2005. Les expressions ou terminologies populaires consacrées sont assez riches et variées pour désigner des événements qui se sont déroulées à des périodes plus ou moins récentes : *El Bahari*, *El Bare*, *tchin fara*, *maïkorare*, *sabale*, *ta mutuan chanu* sont les principaux éléments constitutifs du vocabulaire local des famines.

6.2.1. « El Bahari et El Bare »

Ce sont les deux famines les plus récentes connues dans la zone, car la plupart de nos interlocuteurs en parlent avec aisance et précisions. Elles se seraient déroulées respectivement en 1984 (*El Bahari*) et en 1996 (*El Bare*) et ont pour caractéristiques communes de porter les noms de chefs d'Etat : l'un du Nigeria et l'autre du Niger. Dans les représentations populaires locales, le nom de Bahari pour désigner la famine de 1984 vient de ce que ce dernier a fermé les frontières de son pays pour empêcher aux vivres de rentrer au Niger (*ya rufe frontiyeer dan kar hasi yechigo*). Dans le cas de Baré, c'est pour souligner que son avènement au pouvoir n'a pas été bon pour le Niger (*loka tchin ikon Bare ne*) alors que celui-ci aurait dû être synonyme de bonheur et de prospérité pour le pays, à commencer par une bonne campagne agricole.

6.2.2. « Ta mutuan chanu »

Elle renvoie à la famine de 1974. Cette année là, le bétail a été plus affecté et par effet collatéral les humains aussi. Les cours ont chuté sur tous les marchés, les animaux se vendaient à vil prix et les acheteurs se manifestaient peu ou pas du tout. Un boucher se rappelle qu'on lui avait vendu une vache à moins de 1.000 FCFA, et que le mouton ou la chèvre coûtait 400 FCFA dans le meilleur des cas :

« Je me souviens avoir payé avec un Peul une vache à moins de 1.000 FCFA, le mouton et la chèvre ne coûtaient rien du tout, avec 400 FCFA vous avez à choisir »

Ta mutuan chanu comme l'indique son nom (l'année de la mort des vaches) se caractérise par la mort massive du bétail, notamment les bovins. Cette année aussi on avait consommé des feuilles des arbres et autres herbes sauvages pour pouvoir survivre.

6.2.3. « Tsabale »

C'est la famine de 1966. Cette année là, l'on se souvient que le prix de la mesure de mil (*tiya*) qui était à 20 F CFA était subitement monté à 100 FCFA. L'une des conséquences de cette montée brusque du cours des céréales, c'est que tout le monde ne pouvait pas s'en procurer malgré la disponibilité sur les marchés car l'argent se faisait rare.

Pour survivre, ceux qui n'avaient pas les moyens allaient travailler pour les autres (*barema*) et à l'époque la main d'œuvre agricole était à bon marché, une journée de travail

était rémunérée à 100 FCFA. Les animaux se vendaient relativement moins chers sur les marchés.

« J'ai vu de mes yeux là où on avait vendu cette année là une chèvre et ses deux petits à 175 F CFA ».

La consommation des feuilles de « *dagna* » remontait à cette époque là.

6.2.4. « *Maïkorare* »

Qui signifie « celle qui chasse ou a chassé ». Elle se serait déroulée en 1954 et aurait provoquée l'exode massif des populations vers le Nigeria, notamment vers Djibia qui est une localité voisine pour les habitants de la zone. Tous ceux qui n'avaient rien à manger étaient contraints de partir et n'étaient de retour qu'après les premières pluies. Cette année là aussi les populations se sont nourries de feuilles de *tafassa* et autres feuilles similaires Le déstockage d'animaux était le principal moyen de survie. L'entraide et la solidarité auraient beaucoup joué car ceux qui préparaient à manger aidaient ceux qui n'en avaient pas.

6.2.5. « *Tchin fara* »

Les famines sont nombreuses à travers l'histoire et les stratégies de survie qui permettent d'y faire face aussi. Certaines stratégies se rapportant à des époques lointaines ne sont plus utilisées. Tout comme pour les deux famines précédentes, celle-ci nous a été contée par deux interlocuteurs d'un âge relativement avancé (68 ans pour l'un et 69 pour le second). Elle serait passée en 1952 et aurait affectée par son ampleur hommes et animaux à la fois.

Les stratégies développées consistaient d'une part à déterrer les termitières à la recherche de graines éventuelles, et d'autre part, à piler des Calebasses pour en faire de la bouillie. La cueillette des feuilles de certaines espèces d'arbres et/ou arbustes pour se nourrir figurait aussi parmi les stratégies à l'époque. Cette année là, on a consommé le « *sabe* » et le « *tafassa* ». Le « *tafassa* » se cueillait dès le stade de la germination et le mil était récolté avant la maturation.

Le principal facteur explicatif de cette famine serait l'arrivée des criquets qui avaient tout détruit sur leur passage. *Tchin fara* veut dire « les criquets ont tout mangé ».

« Je me souviens que les criquets sont arrivés un jeudi et c'était le jour de la Tabaski, en un rien de temps ils ont tout détruit sur leur passage » (El hadji M. A., habitant du quartier Massalatchi).

6.2.6. *La crise alimentaire de 2004-2005 à Guidan Roumji*

La richesse et la variété des expressions localement employées témoignent de la réalité et de l'ampleur du problème. Certaines expressions se rapportent au comportement ou à l'attitude de certains commerçants qui ont pratiqué l'usure (*atchi badadi*), d'autres tentent de décrire la situation de ménages qui ont tout vendu jusqu'à l'armoire et aux tasses qui s'y trouvent (*tatchi koba da kanoni*), d'autres encore essayent de montrer que la famine a tout emporté sur son passage, à l'image du râteau qu'on utilise pour balayer (*may mayayi*).

Les femmes veuves et chefs de ménages vulnérables, et les femmes vivants avec leurs maris qui appartiennent cette même catégorie, nous ont toutes déclaré avoir vendu des objets pendant la crise.

«...Même pour celles qui ont des maris la situation a été difficile, j'ai des enfants et je suis veuve, pendant la crise j'ai vendu la chèvre que j'ai, j'avais aussi une robe que j'ai vendue le jour du marché, et c'est pas tout car j'étais aussi amené à vendre des tasses pour pouvoir nourrir mes deux enfants ».

Il n'a pas été possible pour nous d'avoir des entretiens ni avec des usuriers, ni avec ceux ou celles (commerçants et commerçantes) qui auraient achetés des objets de femmes et

autres personnes en situation de détresse. Au centre urbain, les personnes qui nous ont été désignées (les commerçants) comme étant celles qui se livraient habituellement à l'usure se sont voilées la face en se faisant passer plutôt pour des humanistes. C'est le cas par exemple de A. B., dont plusieurs récits concordent pour dire que pendant la crise il prêtait à intérêt, mais qui nous livre ce qui suit:

« Il y a eu des hommes et des femmes qui sont venus me demander des crédits l'année dernière pendant la famine, le plus souvent ce sont des mesures de mil qu'ils demandent, je leur donne et la personne me rembourse quand elle trouve l'argent, il y a d'ailleurs ceux qui ne m'ont jamais payé jusqu'ici, ceux qui viennent demander des sacs sont rares, à ceux là c'est la même chose, je te donne le sac et tu me rembourseras à la récolte le sac au prix où il était sur le marché au moment où tu l'as pris avec moi, voilà ce que je faisais »

Dans le cas des acheteurs des objets et autres biens de valeur de femmes en situation difficile, les ventes s'effectuent généralement le jour du marché (dimanche) et les acheteurs sont parfois originaires d'autres localités, car on préfère vendre son bien ou objet à l'étranger plutôt qu'à l'habitant de la ville qui vous le propose à un prix dérisoire, outre le fait qu'il cherchera à vous humilier en racontant partout que vous avez vendu telle ou telle chose.

« J'ai vendu mes tasses le jour du marché à quelqu'un qui n'est pas d'ici, si vous demandez à quelqu'un d'ici de payer, parfois il vous propose une somme pas intéressante, et le pire c'est pour aller raconter après qu'une telle a vendu ses tasses à cause de la famine » (une femme vulnérable).

6.2.7. Et la situation alimentaire de 2005-2006 ?

La situation alimentaire de 2005-2006 est jugée relativement bonne dans l'ensemble, mais, malgré de bonnes récoltes, les séquelles de la crise antérieure sont encore perceptibles chez les ménages vulnérables et plusieurs interlocuteurs pensent que la crise va continuer.

« La plupart des gens se sont endettés avec la crise et n'ont pas encore remboursés leurs crédits. Certains ont vendu des animaux et autres objets familiaux, d'autres ont mis leurs terres en gage et ne les ont pas encore récupérés faute d'avoir remboursés l'argent qu'ils ont pris à crédit, à vrai dire pour que la situation se normalise pour beaucoup de personnes ça va prendre un peu de temps, une seule année ne permet pas de régler toutes les dettes ». (le chef du quartier Roumji)

« La situation de crise alimentaire risque de se poursuivre en 2006 si des mesures urgentes ne sont pas prises car déjà à cette date de nombreuses familles ont épuisé leurs récoltes et sont dans l'attente de l'aide alimentaire de l'Etat et autres partenaires ». (le chef du service départemental de l'agriculture)

En effet pendant les enquêtes, nombreux sont les ménages qui disent avoir déjà épuisé leurs stocks de céréales et sont dans l'attente de l'aide alimentaire soit de l'Etat soit des partenaires traditionnels.

« Je n'ai plus rien à manger dans ma maison, l'Etat doit faire quelque chose pour nous aider car la situation est difficile pour des gens comme moi »

« Au moment où je vous parle, nombreux sont les chefs de ménages qui n'ont pas de quoi nourrir leurs enfants car ils ont déjà fini de manger le peu qu'ils ont récolté pendant la campagne agricole précédente et ont besoin qu'on les aide ». (maire adjoint)

Ce point de vue est aussi partagé par le député Maman Issa mais qui fustige par ailleurs les gaspillages des paysans après les récoltes :

« La situation sera difficile pour beaucoup même cette année, mais il faut aussi reconnaître que les récoltes de l'année passée ont été assez bonnes pour certains et qu'il fallait bien gérer le peu qu'on a eu, mais malheureusement ça n'a pas été le cas, car en général, c'est

après les récoltes que les gens vendent une partie de leurs productions pour s'adonner à des mariages ou pour organiser d'autres cérémonies ».

Face à de telles pratiques, le conseil communal entend mener des actions de sensibilisation pour amener les populations à bannir les comportements ostentatoires pendant les récoltes :

« Au niveau de Guidan Roumji, nous sommes en train de sensibiliser nos populations dans le sens d'une bonne gestion de la production après les récolte, il le faut car si ça continue comme ça il sera difficile de constituer une réserve suffisante pour affronter les situations de famine ou de crise alimentaire » (le maire adjoint)

6.2.8. *Quelles appréciations et perceptions de l'aide par les bénéficiaires ?*

Les populations ont leurs critères d'appréciation de l'aide des donateurs. Les quantités distribuées, la régularité ou la fréquence des opérations et l'accès à la ressource (denrée ou à argent) offerte par un partenaire sont les principaux éléments pour juger du rôle ou de l'impact d'une aide.

Le calendrier et les quantités distribuées

La quantité de l'aide distribuée ou vendue, nous l'avons vu, est variable d'un partenaire à l'autre. Des tonnages pour certains, quelques kilogrammes pour d'autres, le tout selon des fréquences de distribution ou de vente laissées à l'appréciation des donateurs ou de ceux qui ont à charge de l'élaboration des critères de distribution et de la conduite des opérations. Pour les nécessiteux, il va s'en dire que tout cela ne va pas sans poser quelques problèmes. De l'aide des uns et des autres, (50 tonnes de l'Etat et 20 sacs de farine de manioc du député), on estime que les quantités n'ont pas permis d'atteindre de façon significative beaucoup de personnes. De même, on trouve les intervalles de distribution pas suffisamment rapprochés pour que l'aide puisse avoir un effet positif sur la situation.

« Il y a eu certes des distributions ça et là mais le problème c'est qu'elles n'ont pas touché beaucoup de personnes et en plus je trouve que les quantités étaient trop insuffisantes et que les distributions étaient éloignées les unes des autres, c'est ce qui fait que les rations n'ont pas produit les effets escomptés » (un paysan)

La ration individuelle évaluée entre une à deux « *tiya* » au maximum, selon les cas, est jugée particulièrement dérisoire par certains, même si on admet par ailleurs qu'elle a quand même permis de résoudre ne serait-ce que les problèmes alimentaires d'une journée.

« L'aide de l'Etat a été très insuffisante, une ou deux *tiya* par personne... Que représente pour quelqu'un qui a faim quelques grammes de farine de manioc ? » (un chef de ménage vulnérable).

L'aide sous forme de vente à prix modérée est aussi diversement appréciée. En effet, compte tenu du fait que certains n'ont pas eu accès parce que n'ayant pas l'argent nécessaire pour l'acheter, elle est jugée discriminatoire pour les catégories les plus défavorisées. Cette aide est également jugée en fonction de l'absence de ciblage de ceux qui sont réellement les nécessiteux.

« On a appris que le député Maman Issa a mis en vente du mil à pris modéré mais cela n'était pas pour nous autres mais plutôt pour ceux qui ont l'argent pour le payer, on n'a vraiment pas cherché à cibler les vrais nécessiteux, on a plutôt vendu sans discernement » (un chef de ménage vulnérable).

Par ailleurs, ceux qui avaient les moyens de s'en procurer l'apprécient positivement.

« Le député Maman Issa a vendu des céréales à prix modéré, c'était vraiment bien seulement il aurait été préférable de multiplier le nombre de fois au lieu d'une seule opération » (un paysan).

La régularité ou la fréquence des opérations

A Guidan Roumji, les populations portent leurs jugements sur l'aide en mettant en avant le nombre de fois qu'il y a eu distributions gratuites ou ventes à prix modéré. Les plus informées sont certainement ceux qui ont eu la chance d'accéder aux différentes aides. Ce sont eux qui savent par exemple qu'il y a eu trois opérations de distributions gratuites pour le cas de l'Etat, ou qu'un député a donné de la farine de manioc ou encore qu'un Arabe est passé pour distribuer de l'argent aux populations. Ce sont toujours les mêmes qui savent que l'accès à l'aide donnée par les arabo-islamiques (vivres et l'argent) n'était possible que sur la base de tickets émis depuis le chef lieu de région (Maradi) et distribués sur place par les différents chefs des quartiers.

Ces tickets sont distribués gratuitement et tout celui qui n'est pas détenteur n'a pas été servi. Et comme de toutes façons il ne pouvait y en avoir pour tout le monde, alors certains n'en ont pas bénéficié. Ceux qui ont eu accès racontent avec aisance et précisions les périodes pendant lesquelles les distributions ou partages se sont déroulées, on maîtrise parfaitement les circuits et les modalités pratiques du déroulement d'une opération ou des opérations.

« L'aide de l'Arabe qui a aussi distribué l'argent dans les villages et qui a donné trois millions à Guidan Roumji est venue au moment où les gens travaillent dans les champs, c'était a période la plus difficile et c'est pourquoi ça nous a beaucoup soulagé » (un chef de quartier)

En effet, ce sont les personnes qui comprennent comment les choses se sont passées qui jugent que les intervalles à propos de telle ou telle aide étaient relativement éloignés pour permettre l'impact ou l'effet atténuateur escompté. Ceux qui maîtrisent ou comprennent bien les procédures se retrouvent en général être soit des fonctionnaires soit des agents de l'administration décentralisée ou encore des personnes proches de la chefferie. Dans ces cas, on maîtrise la régularité ou la fréquence avec laquelle les choses se sont déroulées, ceci soit parce qu'on a été associé au comité en charge de la gestion, soit alors parce qu'on a été parmi les bénéficiaires.

« Toutes les distributions faites par le comité se sont passées dans la plus grande transparence car j'ai bénéficié comme beaucoup d'autres de cette aide » (un enseignant).

Mais le fait que des catégories qu'on peut considérée comme étant non vulnérable ou moins vulnérables (enseignants, personnels d'appui technique et autres personnes non vulnérables) puissent accéder à de l'aide supposée à priori destinée aux plus vulnérables, pose en effet de vrais problèmes de fond.

« On dit qu'on a amené l'aide pour les nécessiteux, mais dans les faits on s'est rendu compte que ce sont plutôt ce qui ne sont pas dans le besoin qui se sont servis » (un enseignant)

La question de l'accès à la ressource

Le dispositif local officiel (comité) mis en place pendant la crise de 2004/2005 devait permettre une plus grande transparence dans l'accès à l'aide destinée aux populations nécessiteuses. A Guidan Roumji, le comité chargé de la distribution gratuite des vivres aux nécessiteux a fonctionné parallèlement à d'autres structures, qui ont elles aussi centralisé et géré de l'aide. Le chef de canton et les chefs des quartiers ont réceptionné et distribué l'aide du député (Haladou), celle des arabo-islamiques et du projet de réhabilitation des aveugles et handicapés du Niger (PRAHN). Une association islamique de la place a reçu de l'aide en

nature et en espèce venant d'autres donateurs arabes. Mais l'accès à l'aide pose de façon générale le problème du filtrage ou du ciblage des populations réellement nécessiteuses.

- Les critères de choix ou de ciblage des populations nécessiteuses

Officiellement, on s'est basé sur les données du service départemental du développement social dans l'établissement de la liste des bénéficiaires.

« Pour savoir qui et qui doivent en bénéficier c'est au développement social qu'on se référait pour établir les listes » (le maire adjoint de Guidan Roumji).

Mais lorsqu'on interroge la responsable en charge du service en question, ses propos vont dans le sens inverse:

« Dire qu'il y a des critères de sélection basés sur les données du service social c'est pas juste, le comité n'a pas joué ce rôle. Ils ont fait leurs distributions comme ils l'entendaient. La seule chose que je faisais était que chaque fois qu'il y a distribution à laquelle je suis conviée, je tente de plaider le cas des personnes handicapées même si on a pas toujours eu là aussi gain de cause, c'est d'ailleurs parce que je fais tout pour qu'on n'oublie pas les personnes handicapées que certains pensent que j'en fais trop ».

« On cherche l'aide à notre nom mais on en profite pas toujours, lorsqu'il y a distribution c'est la femme du développement social qui fait tout pour qu'on ait notre part et ça aussi il semble que certains trouvent qu'elle veut trop se faire voir ». (le président de l'association des aveugles)

Conclusion

Les résultats des enquêtes de terrain montrent qu'à Guidan Roumji la crise de 2004-2005 résulte d'une combinaison de plusieurs facteurs. Ils témoignent de la mauvaise campagne agricole et pastorale précédente, d'une forte pression foncière et d'une dégradation accélérée des ressources naturelles, d'un l'affaiblissement des systèmes de production, etc. Les enquêtes dévoilent par ailleurs la lente et continue dégradation des systèmes de vie des ménages urbains dans un contexte marqué par une paupérisation croissante des populations.

Au centre urbain de Guidan Roumji, la crise peut être qualifiée de sévère pour les personnes les plus pauvres. Elle se caractérise par d'importantes modifications observées dans les pratiques et les habitudes alimentaires des populations pendant la crise. Ces modifications concernent autant la quantité, la qualité que la fréquence dans les repas. La mise en œuvre de stratégies de survie (l'endettement, la décapitalisation de biens personnels et familiaux, l'exode, la cueillette et la pratique des activités génératrices de revenus, etc.) ont été les moyens déployés par les uns et les autres en vue d'y faire. Cependant, l'ampleur ou l'étendue exacte de la crise reste difficile à déterminer dans la mesure où il n'existe pas de données permettant de quantifier avec précision le nombre de personnes réellement touchées.

Plusieurs partenaires, de l'Etat aux projets, ONG et associations en passant par les donateurs privés se sont mobilisés pour d'apporter leur contribution. Les aides sont en nature en espèce, sous forme de distributions gratuites ou de ventes à prix modéré. Concernant les ventes à prix modérés et les distributions gratuites, le sentiment qui domine au travers des enquêtes est qu'elles ont démarré tard et n'ont pas été suffisamment échelonnées dans le temps. En effet, les quantités vendues ou distribuées sont très faibles pour apporter un répit suffisant aux ménages. Par ailleurs, une part significative des ménages investigués n'a pas les moyens d'acheter même au détail les céréales à prix modérés. En outre, les investigations révèlent que ce ne sont pas toujours les plus nécessiteux qui ont eu accès à l'aide. L'insuffisance ou le manque des réponses ciblées sur les catégories réellement vulnérables a été l'une des critiques récurrentes adressées au comité chargé de la distribution gratuite des vivres aux populations nécessiteuses. Il s'agit d'une carence ou insuffisance majeure que l'on peut relever dans le fonctionnement du dispositif local officiel mis en place par les autorités communales.

La pertinence du comité a été fortement atténuée, d'une part par l'absence de critères précis dans l'identification et le ciblage des ménages les plus touchés par la crise, et d'autre part par son incapacité à pouvoir coordonner l'ensemble des aides déployées par les partenaires, quelles soient des distributions gratuites ou des ventes à prix modérés. En effet, certaines aides ont été sous le contrôle et la responsabilité du comité, tandis que d'autres ont été réceptionnées et gérées soit la chefferie traditionnelle soit par des associations religieuses ou par des représentants locaux des formations politiques. Cette situation est sans doute à rapprocher de la faible réactivité des pouvoirs politiques et administratifs à mieux coordonner l'aide. C'est ce que traduit les propos ci-après d'un opposant au chef de canton :

« On ne peut pas parler de transparence dans la gestion et la distribution des aides à Guidan Roumji dans la mesure où il y a eu ici plusieurs personnes qui ont géré les aides, il aurait fallu une seule structure comme le comité créé par le maire pour centraliser tous les dons mais on s'est rendu compte que d'autres personnes comme les chefs des quartiers et le chef de canton ont eu un rôle à jouer dans ça, même les partis politiques et l'association islamique ont eu à recevoir des aides et à les distribuer, en principe du moment où il y avait un comité qui a été mis en place uniquement pour ça c'est à lui de faire se travail, mais comme le comité n'est pas bien joué son rôle, chacun fait ce qui l'arrange dans cette affaire et voila pourquoi d'ailleurs il n'est pas surprenant d'entendre des gens dire qu'ils ne sont pas au courant de l'existence du comité »

Bibliographie

Alpha Gado, B.,

Une histoire des famines au Sahel, Paris : L'Harmattan

CARE International Niger et BARA/Université d'Arizona, 1997

Evaluation de la sécurité des conditions de vie dans le département de Maradi

Delpeuch, F., 2006

Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004-2005 : synthèse concernant les aspects nutritionnels, IRAM, in Egg & al.

Doka, M. et Monimart, M., 2003

« Pression foncière et nouvelles formes d'accès à la terre : vers une déféminisation de l'agriculture au sud Niger ? » Londres, IIED.

Egg, J, et al, 2006

Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger : rapport principal, IRAM

Copans, J. (eds), 1975

Sécheresses et famines du Niger, Paris : Maspéro

Koné, M., 2006

Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004-2005 : enquêtes sur la région de Maradi, IRAM, in Egg & al.

Koné, M., 2006

La crise alimentaire de 2005 au Niger dans la région de Madarounfa et ses effets sur la malnutrition infantile : approche socio-anthropologique, Niamey : LASDEL

Raynaut, C. 1990

« Inégalités économiques et sociales. Exemples hausa au Niger », in Fassin, D., et Jaffré, Y., (eds), *Sociétés, développement et santé*, Paris: Ellipses : 136-154

Raynaut, C. 1983

« La crise des systèmes de production agro-pastorale au Niger et en Mauritanie », in Raynaut, C. (ed), *Milieu naturel, techniques et rapports sociaux*, Paris: Editions du CNRS: 79-98